

— M. le préfet a informé le conseil général du don fait par Mad. la duchesse d'Orléans, pour venir au secours des salles d'asiles d'Ajaccio, Bastia et Corte et de l'intention de S. A. R. qu'elle soient placées sous le patronage de S. A. R. Mgr. le Comte de Paris.

Le conseil prie M. le préfet de faire parvenir à S. A. R. l'expression de sa respectueuse reconnaissance de cet acte de munificence, et du prix qu'il attache à cet auguste patronage.

— Le gouvernement en dotant la Corse des routes de ceinture, a prouvé tout l'intérêt qu'il prend à créer dans ce pays un bon système de communications.

Mais son œuvre sera imparfaite sans l'ouverture de quelques routes transversales. Celle qui doit figurer en première ligne est la route d'Aleria à Corte. Son point de départ serait la plaine la plus vaste et la plus fertile de la Corse; elle aboutirait, ainsi, au centre de l'île, ce qui faciliterait les communications, donnerait la vie à des plaines infertiles, et rendrait à la culture des terrains aujourd'hui improductifs.

Le conseil prie le gouvernement de vouloir bien prendre en considération le vœu qu'il forme à ce sujet.

— Les travaux sur la route départementale de Bastia à Macinaggio marchent avec une extrême lenteur, à cause de l'insuffisance des ressources départementales. Il n'est guère possible d'espérer qu'elle puisse être jamais achevée, tant qu'elle restera à la charge du département. Sa position aurait dû la faire comprendre dans le classement des routes de ceinture.

Le Cap-Corse ne possède que des chemins impraticables. Il renferme une population active, paisible et laborieuse qu'il importe de rattacher à la ville de Bastia par la promptitude et la facilité des communications.

Ce but sera atteint en élevant la route de Macinaggio à Bastia au rang des routes royales.

Le conseil renouvelle le vœu qu'il a déjà émis à cet égard.

— L'administration a introduit une grande amélioration dans le service de la correspondance avec le continent français par l'établissement de paquebots de Marseille à Bastia et Ajaccio. Le conseil général en exprimant sa reconnaissance de ce nouveau bienfait, croit devoir soumettre ses observations contre la fixation du prix des places. Il émet le vœu de réduire à un taux plus en harmonie avec les facultés des habitants et faciliter ainsi les communications avec le continent.

(La suite au prochain n°)

## Nouvelles Diverses.

— Le gouvernement anglais, qui se refuse à rendre justice aux Irlandais, espère que la violence pourra lui devenir profitable. Après avoir défendu les convocations de nouveaux meetings pour le repeal, il vient de s'en prendre à la personne d'O'Connell lui-même. Un writ d'arrestation a été lancé contre lui, son fils et six de ses amis, le 14 octobre dernier. Le grand agitateur a comparu devant le juge royal et a donné une caution de mille livres sterling, promettant de répondre aux accusations dont il est l'objet. Ces accusations sont d'avoir excité à la sédition et à la révolte etc. Nous doutons fort que cette violence amène le résultat qu'en attend le ministère Peel.

— Rien n'était terminé à Barcelonne le 11; cette ville offrait toujours l'aspect de la désolation. L'artillerie du fort Montjuich, qui n'a cessé de tirer, avait fait d'effroyables ravages. Toute la population a émigré. Le 9, la junte a signifié aux consuls des puissances étrangères de faire sortir

leurs nationaux dans le délai de 24 heures. Par suite de cette mesure inouïe, 680 Français ont été embarqués le 10, sur des bâtiments de l'Etat et autres, frétés par le consul de France. Cette pénible opération a été terminée sans accident. M. de Lesseps, M. le commandant Gattier ont tiré deux coups de fusil sur une chaloupe française; le premier canon du *Moltre*, qui venait pour chercher des émigrants, a essuyé aussi deux coups de feu; la chaloupe qui suivait celle où se trouvait M. de Lesseps en a reçu six. M. le consul de France s'est installé à Barcelonnette avec la chancellerie. Le 10, anniversaire de la naissance de la reine, les troupes royales et les insurgés ont tiré les vingt-un coups de canon d'usage.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

HISTOIRE  
DE  
**PASCAL PAOLI,**  
ou  
LA DERNIÈRE GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.  
(1755-1807)  
PAR A. ARBENZ,  
AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.  
2 vol. in-8° — Prix 10 fr.

Pour paraître incessamment :

**CANTI POPOLARI CORSI**

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica Corsa di Gio: Vito GIMINALDI  
Illustrata da :

**MARIUCCIA DI VICO.**  
Prix : 2 fr.

**ALMANACCO**

Per l'Anno Bisestile 1844.

Redatto secondo il Calendario Diviccano;

Coll'aggiunta di

**PROVERBI CORSI**

Tratti dalla collezione del Sig. Alessandro Armand, e dalla pubblicazione fattane dall'Avvocato Nicolo Tommaso.

Prix : 10 cent.

AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARTZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux :

De la Dette d'Autriche de 1830 de 30 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus, au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.



D'ici au 25 novembre au plus tard, les personnes qui auraient un étage, ou un demi étage à louer, sont priées d'en donner connaissance à la librairie Fabiani, Rue des Juifs.

PATE PECTORALE et SIROP  
de **NAFÉ d'ARABIE,**  
seuls PECTORAUX expérimentés par les Professeurs de la faculté de Médecine de Paris.  
**RACAHOUT DES ARABES.**  
Aliments des convalescens, des Dames et des Enfants.  
Chez M. GIRALT pharmacien à Bastia.

Médaille d'honneur.

**VÉSICATOIRES, CAUTÈRES**  
**LE PERDRIEL**

avec les Taffetas, Compresses, Poils Élastiques, Serre-bras, etc., de Le Perdriel pharmacien breveté, faubourg Montmartre, 78, le pansement est simple, propre, commode et économique, sans douleur ni démanchement. — Dans les principales pharmacies, notamment chez M. G. RALT, pharmacien à Bastia.

PATE PECTORALE GALSIQUE,  
**DE REGNAULD AINE**  
rue Cassinière, 43, à Paris.  
Son usage est populaire en France et à l'Étranger.  
Dépôt à Bastia chez SERPENTINI N° 4  
rue de la République, au coin de la rue de la Liberté.

**MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA**

Du 19 au 25 octobre 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. bateau à vapeur Golo, c. Bugliani, passagers, 2 voyages.  
Livourne. bateau à vapeur Télégraphe, c. Lotti, passagers, 3 voyages.  
Livourne. bateau à vapeur Pozzodiborgo, c. B. tocci, passagers, 2 voyages.  
Livourne. bateau Assomption, c. Stretti, blé.  
Livourne. mistic Conception, c. Bonelli, blé.  
Livourne. mistic Assomption, c. Thiers, blé.  
Naples. brick goëlette Amicitie, c. Roux, relâché.  
Gênes. mistic St-Vincent-Ferreri, c. Battelli, lest.  
Marseille. bk-g. Conception, c. Casanova, div.  
Livourne. bateau Assomption, c. Petit, blé.  
Alghero. gondole Irène, c. Palomba, lest.  
Livourne. bât. à vapeur Sebastiani, c. Valzi, passagers.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Cagnano. bk-g. Assomption, c. Belgodere, le.

DÉPARTS.

Marseille. bk-goël. Assomption, c. Gentile, div.  
Marseille. bk-goël. Antoinette, c. Laporta, div.  
Livourne. bât. à vap. Golo, c. Bugliani, 3 voyages.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Livourne. bât. à vap. Télégraphe, c. Lotti, 3 voyages.  
Livourne. bateau à vap. Pozzodiborgo, c. B. tocci, 2 voyages.  
Marseille. tartane Deux-Sœurs, c. Stretti, bois.  
Marseille. bk-goël. St-Antoine, c. Guasco, div.  
Marseille. bk-goël. Amicitie, c. Roux, huile.  
Marseille. bk-goël. Corse, c. Valzi, haricots.  
Cagnano. bk-goël. Assomption, c. Belgodere, le.  
Livourne. bât. à vap. Sebastiani, c. Valzi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

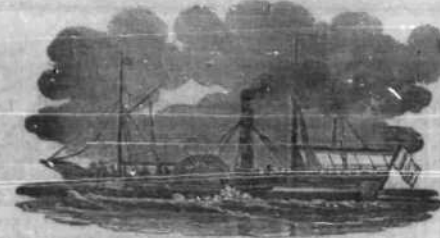
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

Notre adversaire craint que nous ne donnions le change à l'opinion publique au sujet du débat soulevé entre lui et nous. Il pose donc la question à sa manière, c'est-à-dire qu'il revendique pour lui le plus beau rôle et qu'il nous délaie le soin assez misérable de défendre, encore assez maladroitement, selon lui, les intérêts matériels du pays. Il ne nous accuse pas d'autre chose que de vouloir corrompre la Corse, parce que nous prêchons le travail et que nous insistons sur la nécessité de sortir de la routine, pour nous élever au niveau des progrès accomplis sur le continent. Nous concevons, au reste, cette espèce d'antipathie que l'on manifeste contre les conseils que nous donnons; les passions, qui s'exagèrent jusqu'à la violence, se trouvent assez mal dans un pays qui se livre paisiblement à ses travaux, et les tribuns s'accrochent beaucoup mieux de l'oisiveté de la place publique que de la vie active et modeste des ateliers et des campagnes.

Mais si notre rôle est aussi infime qu'on le prétend; si jamais nous ne nous sommes occupé d'intérêts matériels, nous avons cependant défendu les intérêts moraux du pays; nous nous sommes inquiété quelque peu de l'éducation du peuple, des salles d'asile; nous avons pris encore la défense du travail, qui moralise en récompensant. Mais si jamais nous n'avons sacrifié la Corse et ses vertus, comme le fait chaque semaine, notre modeste adversaire, voyons au moins quelles sont les grandes idées qu'il a agitées, soulevées, résolues et au débat desquelles il nous convie. Nous aurions, pour notre part, une grande joie à voir notre adversaire aborder ce terrain. Tout ce qui serait enlevé à l'entretien et à l'excitation des passions, serait par là donné à l'examen des systèmes qui pourraient améliorer notre pays, et il y aurait profit pour tout le monde. A moins que notre adversaire ne professe à l'endroit des intérêts sociaux le même dédain et la même humilité qu'il impose à la presse vis-à-vis des questions de travaux publics, qu'il abandonne à l'infatigabilité si contestable et à l'activité si problématique des ponts-et-chaussées, nous serions enclenchés, encore un coup, de le voir descendre de la hauteur de son olympus tonnant, abandonner, pour un moment, les foudres impuissantes qu'il lance chaque semaine, avec tant de courage et si peu de profit,

même pour son propre succès, et s'occuper plus modestement de ces grandes questions qu'il semble appeler de tous ses vœux.

Nous savons bien qu'on nous répondra qu'on a déjà accompli ce que nous demandons, et qu'en faisant cause commune avec toutes ces oppositions stériles et condamnées mille fois par la majorité légale et le bon sens du pays, on agit ces grandes et solennelles questions dont l'opposition fait si grand bruit. Pour nous, nous ne saurions reconnaître la moindre grandeur et la moindre importance dans ces mesquines querelles qui, pour les uns, sont une chasse à des portefeuilles, qui, pour les autres, sont des moyens de tuer tout bonnement la révolution de juillet, pour substituer à sa place, les uns la république, les autres, Henri V ou quelque chose d'avenant. Nous ne sommes ni assez naïf ni assez simple pour nous prendre d'un grand intérêt à ces petites mystifications. Nous le sommes encore moins pour ajouter foi à cet Eldorado de vertus inébranlables dont on nous promet l'avènement à la suite de deux ou trois révolutions. Hélas! nous connaissons l'opposition comme nous connaissons ses adversaires: de part et d'autre nous y trouvons beaucoup à redire, et une philosophie morose et pessimiste aurait grandement à faire pour réformer tout ce qui doit l'être, seulement nous croyons que le mal tient à la nature humaine et qu'une constitution politique, plus ou moins imitée de l'antique, n'y ferait rien. Non pas qu'il ne faille combattre ce qui est mal: le progrès n'est pas une fiction; mais, pour arriver à l'amélioration des mœurs publiques, il faut de la patience, du temps, de longs efforts. Nous ne reconnaissons jamais l'apostolat, et nous croirons moins encore à ses succès, toutes les fois que nous le trouverons emporté, violent. Tout cela ressemble trop, à tort ou à raison, à des ressentiments personnels. L'opinion publique n'a donc pas à se préoccuper de ces petites affaires.

La Corse a besoin de défenseurs dévoués et intelligents. Elle a besoin d'entendre des paroles amies, qui sachent lui dire la vérité. Bien des plaies et des préjugés existent encore. Voilà un beau champ pour notre adversaire. A-t-il jamais abordé cette question? A-t-il jamais indiqué le moyen d'étendre et d'améliorer l'instruction publique; d'arrêter, dans leur source, ces terribles colères qui, de temps à autre, éclatent sous une forme si déplorable? A-t-il excité ses lecteurs à fonder des caisses d'épargne, des salles d'asile pour moraliser les uns et les autres? S'est-il attaché à toucher toutes les douleurs mo-

rales et physiques pour les adoucir et les consoler? Hé, mon Dieu, non. Depuis qu'il existe, une seule affaire l'a préoccupé et il y a apporté une telle vivacité que les esprits, les plus indifférents à ce débat, n'ont pu que s'étonner douloureusement de tant de violence. Bientôt le cercle de ses antipathies s'est élargi et il s'en est pris à tout ce qui ne pensait pas comme lui et il dénonce une guerre non moins rude, non moins passionnée à ceux qui ne veulent pas accepter l'opinion qu'il a formulée. Le rôle qu'il s'assigne, les éloges qu'il se décerne, l'on voit donc à quoi tout cela se réduit. Un programme ne peut tenir lieu de ce qu'on n'a pas fait, de ce qu'on ne pouvait pas faire. Le public vous a jugé sur vos actes et non sur vos professions de foi, et il a bien fait.

A l'occasion de cette désertion des intérêts de la Corse, l'on s'écrie que s'il y a des passions mauvaises, il y en a de bonnes aussi et l'on fait entendre qu'on a été assez habile, assez fort pour diriger les bonnes passions. Mais, en vérité, cela nous surprend quelque peu. Il y a huit jours l'on nous disait qu'on excitait un intérêt si vif qu'il se traduisait par les deux sentiments extrêmes de l'adoration et de la haine. Comment conciliez-vous ce fanatisme, que vous rêvez exister autour de vous, avec cette direction donnée à l'opinion du pays? Oui, vous avez raison de le dire: la direction donnée par un journal à l'opinion publique peut être bonne ou mauvaise. Quant à l'appréciation de celle que vous cherchez à donner, nous laissons aux indifférents, aux neutres, le soin de la caractériser.

Pour nous, nous avouons avec grand plaisir, et notre adversaire ne nous a pas appris cette vieille vérité, dont il paraît être tout fier, que les intérêts moraux priment les intérêts matériels; mais nous savons aussi que le calme, le sang-froid, l'impartialité sont des qualités morales, elles aussi, et que l'émotion, la colère, la violence sont des passions et des passions mauvaises avec lesquelles on ne fait rien qui vaille; nous savons aussi que le travail a été imposé à l'homme pour le moraliser, pour l'associer, en quelque sorte, par sa puissance créatrice à la puissance divine, et nous continuerons à prêcher le culte du travail, ou des intérêts matériels, qui sont encore le travail sous un autre forme, dont on fait un si superbe dédain; quand on voudra aborder, non pas les creuses et stériles questions de l'opposition bavarde, tapageuse, qui rêve des dangers chimériques pour se gémir aux yeux des oisifs et pour en faire une machine de guerre

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Étranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35



## L'INSULAIRE FRANÇAIS.

destinée à nourrir une petite intrigue de révolutions de portefeuilles, mais les questions sociales proprement dites, alors nous applaudirons à ces tentatives et nous croirons, et le public avec nous, qu'on s'efforce de suivre les programmes ambitieux dont on paraît être si prodigue. Jusque-là, nous ne nous laisserons pas aller à des paroles retentissantes, et le change qu'à son tour on voudrait donner à l'opinion publique, nul ne consentira à le prendre.

Comme il faut toujours qu'un journal d'opposition ait l'air de sauver la patrie, il n'est sorte de sophismes qu'il n'entasse pour se donner les airs d'un libérateur. Ainsi jusqu'à présent on avait toujours admis, en économie politique, que les impôts ne devaient pas être jugés d'après leur total matériel, mais d'après l'emploi qui était fait de leur produit. Les nations les plus pauvres, les plus arriérées sont celles dont l'impôt est le plus faible. Est-ce à dire pour cela qu'il faille hausser le plus qu'on peut l'impôt? L'opposition, dans son besoin de critiquer à tort et à travers, pourrait seule nous attribuer ce non sens. Mais il faut donner à l'impôt l'emploi le plus productif possible. Ainsi en est-il du budget de la France qui s'élève aujourd'hui, il est vrai, à près de treize cents millions. Mais en énonçant ce chiffre il serait juste de dire que, depuis 1830, de nouvelles dépenses, productives en grande partie, ont été créées : nous avons l'Algérie à conserver et à coloniser; des routes royales ont été ouvertes; des canaux creusés, des chemins de fer entrepris; l'instruction primaire a été créée, encouragée, et quoiqu'il reste encore beaucoup à faire sous ce rapport, beaucoup a été fait déjà. L'on dit également : la ville de Bastia est écrasée par son octroi qui a été porté à 100,000 fr., mais on a oublié de dire que, par cette augmentation de ressources, la ville a été mise à même d'ouvrir son collège royal, bienfait immense, dont tout le monde reconnaît l'importance et de rendre possibles d'autres améliorations non moins importantes. Si le sacrifice qu'on s'est imposé a porté ses fruits, nous ne comprenons rien aux plaintes qu'on formule, si ce n'est le besoin qu'on éprouve d'égaler les esprits et de flatter des préjugés étroits.

Pour nous faire la guerre et prouver comme quoi nous voulions corrompre les mœurs publiques, notre adversaire cite un passage de l'un de nos derniers articles qui avait un but tout spécial, et dans cet article tout spécial, il détache une phrase incidente qu'il s'efforce de rendre plaisante, et cela faisant, il s'écrie triomphalement : *L'insulaire* pourrait-il nous dire où nous en sommes? Mais nous en étions à parler des avantages qu'on pouvait rencontrer dans une habitation, nous parlions de l'agrément et du confortable que chacun désire y retrouver, et vous, avec votre dada habituel de fourrer votre vertu et votre patriotisme, même dans les bâisses, vous vous écriez tragiquement : *quel sujet d'une noble émulation offert à un peuple!* Mais, en vérité, ne ressemblez-vous pas un peu au singe de la fable qui prit le Pirée pour un homme, vous qui voulez que nous bâissions nos maisons avec votre patriotisme au lieu de moellons et qui nous faites un crime de placer le confort dans nos demeures? Aimerez-vous mieux qu'elles fussent incommodes, ouvertes à tous les vents, à peine recrées, et à force de vertus intraitables n'allez-vous pas nous faire revenir aux misérables huttes des sauvages et au brouet noir de Sparte? Allons, avouez donc que vous êtes corrompus et corrupteurs vous mêmes, car nous vous soupçonnons violemment de n'être ni aussi intraitables pour vous mêmes, ni aussi farouches à l'endroit de vos demeures, que

vous avez l'air de le dire. Quand donc notre adversaire comprendra-t-il que l'exagération est une mauvaise conseillère?

La passe trop étroite du port de Bastia présente, dans tous les temps, de graves inconvénients, et expose les navires qui entrent à causer ou à recevoir des avaries, pour peu que cette passe, déjà si faible, soit obstruée par la présence d'autres navires. C'est ce qui est arrivé, il y a jeudi huit jours. Le navire *le Bastia* était dans le port; géré par le brick de l'Etat *l'Etoile*, qui occupait à lui seul l'espace de trois navires, en laissant constamment ses tangons étendus, il n'avait pu s'éloigner de la passe, dont il prenait ainsi une portion notable. Le *Golo*, fort empêché pour faire ses manœuvres, en entrant dans le port, alla heurter le brick marchant, le *Mont-Liban* et lui brisa son avant. Cet accident, qui se renouvelerait sans aucun doute, et qui pourrait avoir des suites plus funestes, aurait été prévenu si *l'Etoile*, conformément à des instructions qu'elle a reçues, avait obliqué à droite et se fût rangée plus près des autres navires amarrés vis-à-vis le mole. Dès lors le *Bastia*, ayant un espace plus considérable débarrasserait la portion de la passe qu'il est forcé d'occuper et en rendrait l'accès plus facile aux navires qui arrivent ou qui partent.

Le commerce de Bastia se plaint vivement de l'état de choses dont nous parlons, et l'on voit d'après ce qui est arrivé le 25, qu'il n'a pas tort de le faire. Nous ne doutons pas dès lors que l'autorité supérieure ne prenne les mesures nécessaires dans cette circonstance et que M. le commandant de l'*Etoile* ne s'empresse lui-même de faire disparaître, pour ce qui le concerne, la cause d'un embarras qui peut avoir de si fâcheuses conséquences pour le commerce de notre ville. Le port de Bastia, tout le monde le reconnaît, est mauvais et beaucoup trop étroit. Il faut donc que tout le monde se prête à cette situation et évite avec soin tout ce qui pourrait le rendre encore plus étroit et plus dangereux qu'il ne l'est déjà. Il faut que l'accident de jeudi dernier serve au moins à quelque chose.

### CONSEIL GÉNÉRAL DE CORSE.

— La ville d'Ajaccio possède tous les éléments nécessaires pour l'établissement d'un port militaire et d'une succursale du port de Toulon.

Le conseil général renouvelle le vœu qu'il a déjà émis sur cet important objet.

Il réitère également son vote pour le prolongement du quai d'Ajaccio.

— Le conseil a pris connaissance du rapport de M. le préfet relativement à la construction d'un palais de justice à Bastia afin d'y installer la cour royale et le tribunal correctionnel.

Conformément à la délibération du conseil général, sous la date du 12 septembre 1833, la ville de Bastia a voté, à cet objet la somme de 160,000 francs.

Une partie du bâtiment pourrait être affectée à la maison d'arrêt et de justice, d'après le système cellulaire, pour remédier aux inconvénients que présente l'état des prisons actuelles, dont la vente augmenterait les ressources applicables à ladite construction.

Le conseil général émet un vœu favorable à l'exécution d'un projet propre à remplir ce double but, et prie M. le ministre de l'intérieur, de vouloir bien venir au secours du département par une subvention sur le 5<sup>e</sup> fonds commun.

— Les habitants de ce département voient avec regret que la cour royale de Bastia n'est composée que de 20 conseillers, tandis que les moins nombreux du continent sont de 24. Cette ex-

ception, que rien ne justifie, ne saurait être plus longtemps maintenue, sans de graves inconvénients.

Le conseil général croit remplir un devoir, en émettant le vœu que la cour royale de Bastia soit composée d'un égal nombre de conseillers que celles du continent.

— L'importance de la route de l'île-Roussie à Prunete, en traversant Morosaglia, Piedicroce et Cervione a déjà été constatée par MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Le conseil, pénétré lui-même de cette importance, n'hésiterait pas à proposer de la classer comme route départementale, si les ressources du département le permettaient.

Il renouvelle le vœu qu'elle soit classée au rang des routes royales.

— Pendant les sessions de 1841 et 1842, le conseil général a exprimé son vœu pour le tracé de la route occidentale d'Ajaccio à Bastia, par la vallée du Nebbio, et il a fait valoir les considérations qui motivent cette direction.

Il persiste dans l'avis qu'il a émis à ce sujet, et il espère que le gouvernement, qui a déjà manifesté des dispositions favorables à ce vœu, voudra bien donner des ordres pour qu'il soit bientôt réalisé.

— On a reconnu la nécessité de rectifier la route royale n° 193 dans la partie comprise entre Caporalino et Corte. Entre les deux projets présentés par l'administration des ponts-et-chaussées, le conseil général croit qu'il y a lieu d'accorder la préférence à celui qui a pour objet la direction par la vallée du Golo jusqu'à Castirla et le col d'Omianda jusqu'à Corte.

Le conseil appelle sur cet objet toute la sollicitude du gouvernement.

— Le conseil ayant remarqué de la lenteur dans l'exécution des travaux des routes royales, a manifesté le désir d'entendre M. l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées pour avoir des explications à ce sujet.

Ce fonctionnaire ayant déferé au vœu du conseil s'est rendu dans son sein. Il a communiqué les renseignements désirés par le conseil sur divers objets qui avaient fixé l'attention de l'assemblée.

Les explications qu'il a données tendent à démontrer que la lenteur des travaux doit être particulièrement attribuée à la difficulté de trouver en Corse de bons entrepreneurs et que des dispositions convenables ont été prises pour qu'à la prochaine campagne la marche des travaux reçoive une plus grande impulsion.

— Le conseil connaît toute la sollicitude du gouvernement pour l'assainissement des marais de la Corse.

C'est le premier besoin du pays. L'intérêt de la salubrité publique, de l'agriculture et de l'industrie recommande instamment cette mesure. L'ouverture des routes est un immense facilité pour ce département; mais pour qu'il puisse en profiter, il est indispensable que l'air soit assaini.

— Le conseil général a lu avec une religieuse attention les nombreuses plaintes qui lui ont été adressées soit par les communes, soit par les propriétaires soit par les industriels, sur la question forestière. Cette grande question renferme un avenir immense pour le département et la vive préoccupation des esprits en est la preuve.

La propriété forestière tient de si près aux intérêts du pays, que le système de conciliation a dû être indiqué comme le moyen le plus sage pour arriver à une solution.

Le conseil exprime le vœu qu'elle soit promptement et conformément à l'esprit conciliant qui anime l'administration forestière.

— Le conseil reconnaît que dans un pays ex-

sentiellement agricole comme la Corse, il est important de propager les bonnes méthodes, qui sur le continent français ont fait faire tant de progrès à l'agriculture.

Pour atteindre ce but, il pense que l'établissement d'une ferme modèle en Corse serait d'un grand avantage. Il vote pour les années 1845, 1846, 1847, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à cette destination.

Il a la confiance que M. le ministre de l'agriculture et du commerce voudra bien venir au secours du département.

— Le conseil d'arrondissement de Sartène demande le rétablissement de la liberté du port d'armes. Le conseil général a été d'avis à la majorité, qu'il n'y avait pas lieu d'appuyer cette demande.

Sur la proposition d'un membre, le conseil a examiné la question de savoir si le port des armes de chasse devait être limité à l'époque de l'ouverture de la chasse, ou s'il devait être autorisé pendant toute l'année.

Le conseil, à la majorité de deux suffrages, a été d'avis que cette mesure devait s'étendre même après la clôture de la chasse.

— Le conseil a pris connaissance de la circulaire de M. le ministre de l'intérieur, sous la date du 19 juillet dernier, concernant le service des gardes champêtres.

Il reconnaît la nécessité de donner une nouvelle organisation à ce service, et il considère l'embellissement comme le moyen le plus propre à lui imprimer une marche active et régulière.

Pour avoir des sujets capables, il importe d'améliorer le sort de ces agents. Le conseil pense qu'il y a lieu d'augmenter leur salaire et d'en assurer le paiement en argent, soit sur les fonds ordinaires des communes, soit au moyen d'impositions extraordinaires.

— Le conseil demande :

Que la Corse soit divisée en deux départements. — Le rétablissement des arrondissements de Vico et de Cerrione. — La division des cantons d'Alajola, S<sup>te</sup> Marie-Sicché et Vezzani. — L'augmentation de la garnison. — Que la correspondance quodéniennne soit établie entre les villes d'Ajaccio et de Sartène. — La réunion de la commune de Campovecchio à celle de Lugo; de celle d'Occi à celle de Lumio et de ces deux communes au canton de Calvi. — L'établissement à L'Arpa d'un casernement de troupes et l'ouverture d'une route stratégique, qui ayant son point de départ dans cette commune, irait s'embrancher à Follali sur la route royale n° 198. — Qu'un 3<sup>e</sup> bateau à vapeur fasse le service entre Marseille et Calvi. — En témoignant sa satisfaction à la force armée et particulièrement au bataillon des voltigeurs corses, le conseil émet le vœu qu'une cinquième compagnie soit ajoutée à ce bataillon. — La création d'une pépinière de mûrier et d'olivier à Sartène. — La création d'un bureau d'enregistrement à Portovecchio. — La création d'un bureau de douanes et d'un agent sanitaire à Tizzano.

LISTE des jurés qui doivent faire la service des assises pendant la session du 4<sup>me</sup> trimestre de 1843.

Pompei Pierre-Paul, de la Porta. Peraldi Paul-François, d'Ajaccio. Giuliani Joseph-Julien de Bastia. Beverini Joachim d'Ajaccio. Pietri Charles-Laurent, de Sartène. Luccardi Joseph-Louis, de Santo-Pietro. Matra Louis, de Matra.

Nasica Antoine-Lourent, de Prato. Peretti Philippe, d'Ajaccio. Pierri Joseph-Marie, de Morsiglia.

## L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Grimaldi Don-Philippe, de S<sup>te</sup>-Marie de Poggio. Mondielli Etienne, de Calvi. Zuccarello Bonaventure d'Ajaccio. Poli Joseph-Antoine, d'Olmeto. Veiller Pierre-Antoine-Victor, capitaine en retraite, de Bastia. Colonna Leca-Joseph, de Lumio. Gananova Jean-Etienne, de Penta. Canro André, docteur en médecine, d'Ajaccio. Casamarte Antoine-François, d'Ajaccio. Saliceti Thomas, de Saliceto. Tavera Ignace, d'Ajaccio. Conti Pierre-Marie, d'Ajaccio. Milanta Pierre, avocat, de Bastia. Susini Jules-Mathieu, de Sartène. Desanti Antoine, de Eccica et Snarella. Guelfucci Antoine-François, de Morsiglia. Canale François-Marie, de Corte. Colonna-Bozi Jean-Baptiste, d'Ajaccio. Adriani Vincent, de Corte. Grassi Xavier de Cervione. Citadella François, de Vico. Degiovanni Charles-Joseph, capitaine en retraite, de Bastia. Lari Louis, capitaine en retraite, de Bastia. Lazzarotti Jean-Augustin, tanneur, de Bastia. Grimaldi Antoine-Louis, de Calacuccia. Costa Jean-Augustin de l'île-Roussie.

### Supplémentaires.

Figarelli Dominique-Marie, de Bastia. Camoin Vence, avocat, de Bastia. Orsacelli Paul-Marie, de Bastia. Tellier François, de Bastia.

## Nouvelles Diverses.

IRLANDE. — *Dublin*, 30 octobre. — Aujourd'hui, M. McDonogh, avocat, s'est présenté au bureau de police pour porter une accusation de prestation de faux serment et de corruption contre F. Boud Hughes, principal dénonciateur de M. O'Connell et de ses co-accusés; M. McDonogh a invité les magistrats à vouloir bien recevoir treize dépositions pour établir le fait et lancer un mandat d'arrêt contre Boud Hughes, afin de le forcer à fournir caution. Il donne lecture de divers certificats, desquels il résulte que Boud Hughes a affirmé un fait faux en disant que M. Barrette avait paru le 9 octobre dans la réunion du théâtre royal et y avait pris la parole. M. Barrette n'y était pas. M. Boud Hughes affirme aussi que M. Barrette était présent au dîner donné dans la Rotonde ce même jour. Or, cette assertion est encore fautive.

Les magistrats ont renvoyé l'examen de l'affaire à demain. Hughes sera assigné, et le solliciteur de la couronne sera informé du procès. (*Morning-Chronicle*.)

Corporation de Dublin. — La corporation s'est réunie dans City-Assembly-House, pour s'occuper de la motion de l'alderman O'Connell, soumettre à l'examen du conseil l'insulte faite au lord-maire ainsi qu'à la corporation, le danger résultant, pour les citoyens en masse, de la proclamation qui a été publiée et le manque d'égards dont on s'est rendu coupable envers le lord-maire en paraissant révoquer en doute son pouvoir et sa volonté bien arrêtée de maintenir la tranquillité à Dublin.

L'assemblée va aux voix; 38 membres votent pour la motion de l'alderman O'Connell, et 9 contre. Majorité pour la motion, 29. (*Standard*).

ITALIE. — On écrit de la frontière d'Italie, 18 octobre :

« L'envoi à la frontière des États romains d'un corps d'armée autrichien a donné naissance à un bruit suivant lequel ces troupes devaient entrer

dans les légations dans le cas où de nouveaux désordres viendraient à y éclater. On a dit aussi qu'une flotte française allait arriver, et que l'université de Bologne serait fermée. Dans ces circonstances, on parle de la retraite du cardinal Bernetti, qui est détesté dans les légations. Ce cardinal avait différé autant qu'il avait dépendu de lui d'opérer les réformes que la nécessité avait imposé au Saint-Siège en 1832, et les avait opérées très imparfaitement, bien qu'il eût donné l'assurance aux puissances étrangères qu'elles ne laissaient rien à désirer.

• A Modène il règne un grand mécontentement. Le gouvernement autrichien a donné au duc régnant le conseil d'être à l'avenir moins rigide.

• On parle d'un nouvel emprunt d'un million de scudi sous la garantie de l'Autriche.

• Les derniers troubles qui ont éclaté dans les légations ont mis dans tout leur jour les vices du gouvernement ecclésiastique. Les légats, tous hommes âgés, sans force et sans confiance, avaient perdu la tête et songé uniquement à leur propre sécurité. Néanmoins une sécularisation n'aura point lieu. (*Gazette de Cologne*.)

ESPAGNE. — On lit dans le *Journal de Toulouse* du 22 : • Perpignan, 21 octobre.

• Le courrier de Gironne, arrivé hier au soir, a apporté la nouvelle d'une suspension d'hostilités entre Prim et Ametler; une trêve de quelques jours a été conclue, et un aide-de-camp est parti en toute hâte pour le quartier général de Sanz à Gracia pour faire reconnaître l'amnistie. Pareil message a été expédié au gouvernement de Figuières, et aussitôt après un courrier extraordinaire a pris la route de Madrid. Le départ mystérieux et suivi de plusieurs personnages espagnols, embarqués cette semaine à Port-Vendre sur la *Fille de Madrid*, qui les attendait, se rattacherait-il à ce mouvement inattendu?

— Nous lisons dans le *Navarro*, journal de Pampelune, du 16 :

• Une colonne qui était sortie de Saragosse et s'était dirigée vers la Navarre dans le but de propager l'insurrection, a été surprise le 13 à Viota par une colonne détachée à leur poursuite par le général Claveria. Cette troupe, composée de 5 officiers et de 106 soldats, a capitulé.

• La colonne insurrectionnelle envoyée du côté de la contrée dite des *Cinco Villas*, est plus heureuse et remplit fort bien sa mission.

BELGIQUE. — Suivant la *Gazette de Cologne*, on recevait, le 16, sur les bords du Main, des lettres de Bruxelles confirmant la nouvelle que les négociations pour le traité de commerce entre la Belgique et la France étaient renouées. Le cabinet français avait adressé des notes diplomatiques à celui de Bruxelles, pour lui rappeler qu'on ne voyait pas à Paris avec indifférence que la Belgique prit avec l'Allemagne des engagements qui pourraient compromettre les intérêts politiques et commerciaux de la France.

En Belgique, on fait des avances au Zollverein, seulement dans le but d'exciter la jalousie de la France et de la déterminer à des concessions.

— On écrit d'Alexandrie, 6 octobre, au *Sémaphore*.

• Une nouvelle de la plus haute importance vient de nous arriver du Caire. On écrit qu'Ahmet-Pacha, gouverneur du Sinaï, qui, à plusieurs reprises, a été invité par le vice-roi à se rendre au Caire pour prendre avec lui quelques arrangements concernant son administration, vient de se déclarer indépendant. Il a écrit à S. A. qu'il s'est entendu avec le sultan, et que, moyennant 200 mille talars de tribut, il est autorisé à administrer cette province pour son propre compte.



— M. PARISSE, secrétaire perpétuel de l'académie royale de médecine, et membre du conseil supérieur de santé du royaume, en rendant compte des bons résultats qu'il a obtenus de l'emploi de la Pâte pectorale balsamique de REGNAUD Aîné, pharmacien, rue Caumartin 45, terminait ainsi sa déclaration : « C'est sans doute au choix des substances qui la composent, et surtout au mode particulier que M. PARISSE emploie pour la confectionner, que doit être attribuée sa supériorité manifeste sur les autres pectoraux connus jusqu'à ce jour. » Un dépôt de cette précieuse pâte est établi dans toutes les villes.

— Les grands médecins de Paris parmi lesquels on remarque MM. Fouquier, Jadelot, Alibert, Baron, Andral, Moreau, recommandent aux personnes faibles ou atteintes de maux d'estomac, l'usage du RACHAOUT des ARABES, aliment délicieux et de la plus facile digestion, cet analeptique est doué de propriétés nutritives et toniques très convenables aux enfants et aux personnes atteintes d'affections de poitrine. (Dépôt chez M. GINZALT, à Bastia.)

## ANNONCES.

FERNAGE DES BIENS ET DROITS COMMUNAUX.

Commune de Saint-Florent.

Le public est prévenu que le 18 novembre 1843, à midi, il sera procédé par voie d'enchères publiques dans la salle de la mairie de la ville de Saint-Florent aux adjudications, pendant trois années consécutives ; 1° Des biens ruraux appartenant à ladite commune, et sur une mise à prix de 600 fr. par an, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1844, jusqu'au 31 décembre 1846 ; 2° Des droits à percevoir pour le passage sur les bacs établis, sur les rivières de Focce et de Focicchia, sur une mise à prix de 150 fr. par an à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1843, au 31 décembre 1846.

Les offres seront reçues et l'adjudication sera faite en présence de M. le maire de Saint-Florent, d'un membre du conseil municipal et du receveur de ladite commune.

Ceux qui voudront prendre connaissance du cahier des charges pourront s'adresser, soit au secrétaire de la sous-préfecture de Bastia, soit à la mairie de Saint-Florent.

Fait à Bastia, le 30 octobre 1843.

Le Sous-Préfet de Bastia,  
Signé : MORATI.

Commune de Borgo.

Le public est prévenu que le 18 novembre 1843, à midi, il sera procédé, par voie d'enchères publiques dans la salle de la sous-préfecture de Bastia, à l'adjudication, pendant trois années consécutives, qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1844, et finiront le 31 décembre 1846, des biens ruraux appartenant à la commune de Borgo, et sur la mise à prix de 600 fr. par an.

Les offres seront reçues et l'adjudication sera faite en présence de M. le maire de Borgo, d'un membre du conseil municipal et du receveur de ladite commune.

Ceux qui voudront prendre connaissance du cahier des charges pourront s'adresser, soit au secrétaire de la sous-préfecture de Bastia, soit à la mairie de Borgo.

Fait à Bastia, le 30 octobre 1843.

Le Sous-Préfet de Bastia,  
Signé : MORATI.

## JUGEMENT

d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Audience publique du neuf octobre mil huit cent quarante-un.

L'Etat agissant dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, représenté par M. le procureur du roi.

Contre Massoni Dominique, propriétaire, Suzzarelli Anne, veuve et Limarola Dominique-Marie, ex-avocat, demeurant à Bastia.

Vu l'ordonnance royale en date du dix-sept août dernier, qui déclare qu'il y a utilité publique dans l'acquisition à faire pour le service militaire de deux parcelles de terrain désignées sur le plan annexé aux pièces, sous les lettres G, H, la première appartenant au sieur Limarola, et l'autre aux dames Massoni et Suzzarelli.

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 14 de la loi du 3 mai aussi dernier.

Vu le réquisitoire du ministère public. Attendu que toutes les formalités exigées par la loi en pareille matière ont été remplies.

Par ces motifs, le tribunal ordonne que la parcelle du terrain située à la citadelle de cette ville de Bastia, désignée sur le plan avec la lettre G, appartenant au sieur Dominique-Marie Limarola, ainsi que l'autre parcelle marquée sur le même plan avec la lettre H, appartenant aux dames Massoni et veuve Suzzarelli, seront expropriées aux fins de ladite ordonnance et pour cause d'utilité publique. Commet M. Milanta pour remplir les fonctions attribuées par le titre 4, chapitre 2 de la loi précitée au directeur du jury, chargé de fixer l'indemnité due aux propriétaires. Désigne M. Graziani, aussi juge suppléant, pour remplacer au besoin, M. Milanta.

Signés : BENEDETTI. — SEATELLI, greffier. Enregistré à Bastia, le onze octobre 1843, P<sup>re</sup> 106 V<sup>o</sup> C<sup>te</sup> 5. Droit de trois francs trente centimes pour décime en débet.

Signé : CASANOVA.

LIBRAIRIE DE FADIANI FRÈRES.

HISTOIRE  
DE  
PASCAL PAOLI,ou  
LA DERNIÈRE GUERRE DE L'INDEPENDANCE.  
(1755-1807)

PAR A. ARRECHT,

AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.

2 vol. in-8° — Prix 10 fr.

Pour paraître incessamment :

## CANTI POPOLARI CORSI

Ces notes illustrent les coutumes et les dialectes des divers pays de l'île, et sont accompagnées de nos nouvelles histoires Corsi de Géo. Vito GRIMALDI initiales :

MARIUCCIA DI VICO.

Prix : 2 fr.

## AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux :

De la Dette d'Autriche de 1820 de 20 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus, au taux de la bon. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

CODE  
DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE,  
PAR CHAUVÉAU ADOLPHE.

2 vol. in-8°, 1842. Prix 18 fr.

## EAU CHIMIQUE

DE L'INVENTION

## DE M. LOB,

Chimiste distingué d'Allemagne, demeurant à Paris, galerie Vivienne, 13.

Cette EAU CHIMIQUE, extraite de plantes salutaires, a la faculté merveilleuse de donner aux têtes malades et sensibles, toute la vigueur et santé, en nourrissant si bien le système capillaire, que tous les cheveux RENAISSENT et SE-PALESSSENT en un ou deux mois, même sur les têtes qui en étaient privées depuis plus de vingt années, ce qui est constaté par une infinité de succès et de témoignages délivrés par les personnes les plus respectables (je les communiquerai aux personnes qui voudront en prendre connaissance) ; mais comme on sait que le charlatanisme s'appuie souvent sur des certificats dus à la complaisance ou arrachés par l'importance, j'aime mieux laisser chacun comparer lui-même et juger, en lui donnant toute la garantie possible. Ainsi, les personnes qui douteraient de l'efficacité de mon Eau chimique, peuvent en obtenir gratis, en convenant à l'avance d'un prix, qu'elles paieront si le remède produit son effet.

La chute des cheveux s'arrête à l'instant et ils ne grisonnent plus. Les envoies font contre remboursement au mandat de poste. (Lettre affranchie)

Le flacon se vend 5 fr. ; à chaque flacon est jointe une note explicative pour l'usage à faire de l'Eau chimique.

## LES BAS ÉLASTIQUES

Sans oilets ni lacets,

de LE PERDRIEL pharmacien à Paris, faubourg Montmartre, 78. Pour VARICES, ENGORGEMENTS, etc., obtiennent de plus en plus l'approbation des médecins et du nombre considérable des personnes qui en font usage. (Affranchir.)

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 26 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1843.

## ARRIVÉES.

Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battesti, passag. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci, p. Marseille. brick Migliacciaro, c. Alessandri, div. Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass. Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battesti, passagers. Lericci. bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passagers. De la mer. brick de transport de l'Etat, Ménagère, c. N. N. enseigne de vaisseau. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci, p. DÉPARTS.

Livourne. bateau à vapeur Golo, c. Battesti. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci. Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches. Livourne. bat. à vapeur Sebastiani, c. Valzi, pas. Livourne. bateau à vapeur Télégraphe, c. Lota. Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battesti. Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci.

Le Gérant N. TARTAROLI.

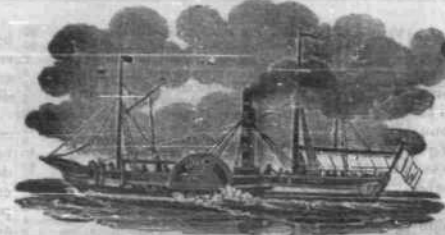
BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de l'ÉPIQUELLET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



## PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an	16 fr.
Pour six mois	8
Pour trois mois	4
Pour le Continent	20
Pour l'Étranger	24

## PRIX D'INSERTION.

Diverses	40 cent.
Judiciaires	35

# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

TRANSPORT EN CORSE DES RESTES DE PAOLI.

Il est de ces idées qu'il suffit d'énoncer pour les rendre populaires. En Corse, plus qu'ailleurs, ces idées rallient autour d'elle la foule enthousiaste. La reconnaissance pour les services rendus est familière à notre pays, et quand il s'agit de payer à l'un de nos grands hommes, à l'un des exemples les plus purs du patriotisme, à l'un des défenseurs les plus zélés et les plus intelligents de notre indépendance nationale le tribut de notre admiration et de notre sympathie, nul doute que l'appel sera entendu ; l'empressement public justifiera la bonne opinion qu'on s'est formée de nous, en s'adressant à nous.

La ville de Corte vient de prendre en ce moment l'initiative d'une grande et salutaire réparation : Paoli, est un des noms chers à tous les enfants de la Corse : plus qu'aucun autre il est digne d'exciter notre amour ; Paoli qui est allé mourir sur la terre étrangère alors qu'il désespérait d'assurer à son pays cette indépendance, sans laquelle il ne saurait être de prospérité véritable, ne peut à tout jamais être éloigné de notre pays. L'erreur d'un moment ne peut prescrire contre une existence entière dévouée au pays. Ses dépouilles nous appartiennent ; la pensée de les revendiquer, de leur accorder une sépulture qui rende sa mémoire plus présente au milieu de nous, et d'élever au défenseur de l'île un monument si noblement gagné, doit être la pensée de tous les vrais fils de la Corse. Sans doute notre admiration pour tant de dévouement, pour une existence tout entière consacrée au bien du pays, n'a ni vieilli ni diminué : tout le monde a présent au cœur ses actions, son courage, son intelligence profonde des besoins de notre île ; tout le monde comprend et chérit le grand homme qui, pour un moment, fit de la Corse un pays grand par son amour pour la justice, redoutable à ses ennemis par son infatigable ardeur à réaliser sa liberté si long-temps opprimée ; mais les dépouilles de Paoli sont oubliées sur une terre étrangère tant qu'elles manquent à la Corse, il manquera quelque chose à un culte que nous prouvons tous pour son impérieux souvenir. Si le grand citoyen, qui songea avant tout à son pays, qui se sacrifia pour lui, appartient au monde entier, — incessante provocation à accomplir, culte que coûte ses devoirs de citoyen, — il appar-

tient encore plus spécialement à la patrie qui l'a vu naître et pour laquelle il a combattu.

Le tombeau du citoyen dévoué, du héros qui a promené sur tant de champs de bataille son courage inflexible ; dont chaque partie de notre île a été témoin de sa résistance opiniâtre, de son aptitude à défendre nos droits, de son intelligence à connaître et à satisfaire nos besoins ; qui avait si énergiquement compris que la justice et l'égalité est ce qu'il faut tout d'abord à la Corse ; le tombeau de Paoli doit faire partie de nos richesses nationales, en même temps que le culte, qui se fera autour de lui, deviendra un enseignement de toutes les vertus civiques et un encouragement à les pratiquer.

Certes, la Corse compte un grand nombre de ces nobles enfants qui se sont montrés toujours fidèles à l'appel de la patrie ; mais Paoli, qui nous touche si près, dont une génération nous sépare à peine ; qui, mort, voulait encore assurer à notre île le bienfait d'un enseignement élevé, en dotant richement deux établissements d'instruction ; mais Paoli, le dernier de ces intrépides batailleurs de l'indépendance nationale et qui ferme si admirablement la série non interrompue de nos défenseurs, Paoli, ne peut à jamais rester loin de nous : ses dépouilles mortelles doivent venir s'abriter et se reposer à l'ombre du berceau qui l'a vu naître.

Corte, dont l'existence rappelle de si grands souvenirs pour notre pays, Corte, patrie du Washington de la Corse, s'adresse à tous les enfants de la Corse et leur demande de s'associer à l'œuvre qu'elle a projeté d'accomplir pour rappeler de l'exil les restes de Paoli. Comment cet appel ne serait-il pas entendu de tous les coins de l'île ?

Insister plus long-temps sur la convenance et l'opportunité d'une semblable action, ce serait supposer que nous nous adressons à des lecteurs indifférents aux gloires de notre pays. Non, il n'est pas possible que le projet de la ville de Corte ne soit pas accueilli avec empressement par tous les amis et par tous les enfants de la Corse. Si Corte a pris le devant, et c'était son devoir et le plus beau qu'elle eût à remplir, le reste de la Corse se montrera jaloux de la suivre dans la voie qu'elle a ouverte et de concourir à une œuvre nationale, qui s'adresse à tous et qui a besoin du concours de tous, pour revêtir le caractère d'unanimité qui doit en faire le principal mérite.

Paoli a combattu pour tous indistinctement ; pour tous il a prodigué sa vie, ses forces, son intelligence, son ardent patriotisme. Qui donc voudrait rester froid quand il s'agit de faire rentrer ses dépouilles mortelles dans le pays pour lequel il s'est si entièrement sacrifié ?

Les peuples, comme les individus, ont une mission et des devoirs à remplir. L'ingratitude et l'oubli ne sauraient être plus excusables de la part de la foule que de celle d'un simple citoyen et le culte pour les grands hommes du passé a été pour tous les pays une dette sacrée qu'ils se sont tous montrés jaloux et empressés d'acquiescer. Que pourrions-nous dire à l'étranger qui, émerveillé au récit de la dernière guerre de l'indépendance, viendrait chez nous pour s'agenouiller sur la tombe de son général, de son législateur, et qui ne retrouverait que la mémoire du héros vivant dans tous les cœurs, il est vrai, qui n'aurait point obtenu un tombeau, un monument qui rappellerait à tous qu'un bienfaiteur de plus du pays, qu'un ardent protecteur de son indépendance avait passé sur cette terre pour l'anoblir et la rendre illustre ?

Bossuet, dans une de ses admirables oraisons funèbres, nous représente la tombe du Grand Condé entourée des vieux soldats de la France, qui, en contemplant cette grande ombre, sentent renaitre et grandir leur courage et dont le marbre froid rend à leur glaive frémissant son tranchant redoutable. C'est en effet nous avons besoin de signes matériels pour entretenir en nous le sentiment de toutes les vertus et que la vue d'une statue qui s'élève sur les dépouilles d'un grand citoyen est un enseignement irrésistible qui nous excite, nous passionne et perpétue dans les cœurs des générations humaines le culte du beau et du grand. Le héros est ainsi comme vivant au milieu de nous ; la pratique du bien, du dévouement devient par là plus facile, grâce à cet enseignement perpétuel qui s'élève au milieu des places de nos cités ; la reconnaissance publique fait ainsi non seulement revivre l'honneur par excellence, mais elle fait revivre ses vertus et son patriotisme.

Que les dépouilles de Paoli reviennent donc à Corte ; ce sera pour la Corse un de ses jours les plus solennels et les plus augustes ; que sa statue s'élève au milieu de cette ville dont quelques maisons portent encore les nobles cicatrices des guerres de l'indépendance. Ces montagnes si rudes, si sauvages qui entourent la cité d'un côté ; cette ville elle-même où tant de souvenirs patriotiques parlent si haut, tout cela c'est un admirable cadre, un sublime pedestal pour renfermer de si précieux restes, pour voir s'élever la statue de Paoli. Son berceau est à quelques pas ; que sa tombe s'en rapproche et l'existence de Paoli sera



ainsi refaite et complétée; la Corse elle-même sentira se combler un vide dans son culte pour le passé, dans sa reconnaissance pour l'homme qui a tant fait pour elle et avait si bien compris ses besoins. Guerrier et législateur, à ce double titre Paoli est vivant dans nos cœurs. Comment ne serions-nous pas fiers de le revoir revenir dans ce pays pour qui il avait rêvé de si belles destinées, alors que son union avec le continent, en le confondant avec les destinées de la France, lui a assuré et l'illustration du passé et les bienfaits du présent, lui donnant ainsi la gloire, qu'un de nos enfants, à nous aussi, a si prodigieusement accrue et l'indépendance, source et condition première de tout vrai bonheur et de toute vraie liberté! Le moment est arrivé aujourd'hui pour que Paoli retrouve son ancienne patrie et qu'il la retrouve, digne de lui, digne de l'avenir qu'il avait voulu lui assurer.

Nous publions aujourd'hui, avec un grand empressement, la première liste des souscriptions recueillies dans l'arrondissement de Corte. Cet exemple sera suivi par toutes les communes de la Corse, et ce sera avec grand bonheur que nous publierons toutes les autres souscriptions qui nous seront adressées.

*Souscription pour la translation des cendres de l'illustre PASCAL PAOLI et pour élever un monument à sa mémoire, dans la ville de Corte.*

(Première liste.)

Mertani, sous-préfet	100	Giacobbi Joseph-Marie	10
Guelfucci F. L., avocat	30	Antoni Mathieu	10
Nasica, président	30	Grimaldi d'Estre Charles	10
Dubihol, inspecteur	20	Grimaldi Vincentelli	10
Massoni, juge	20	Rossi Paul-Marie	20
Gaffori François, procureur	10	Borini Romulus	5
du roi de Calvi	20	Grimaldi, ex-juge de paix	20
Arriotti, directeur de l'École	20	Grazzini, desservant	5
le-Paoli	20	Benedetti J. M. ex-desserv.	5
Castelli, curé	20	Albertini Quilence	5
Casanova Grégoire, prêtre	5	Santi, curé d'Omessa	15
Santelli, greffier	5	Guelfucci Pascal, desserv.	5
Gaffori Barthélemy	5	Perlet, desservant	5
Yannucci Charles	15	Battisti, desservant	5
Benedetti François	25	Bevraggi, desservant	5
Arriotti, receveur	40	Gaffori, curé d'Altiani	40
Benedetti Joseph	20	Simonetti vicair	20
Delacroix Lucien	20	Arriotti, instituteur	10
Arriotti Antoine Louis	20	Sabiani, sergent	10
Arriotti Antoine Baptiste	20	Rebailon, sergent-major	10
Mariani Hyacinthe	20	Casanova Antoine-Baptiste	20
Arriotti Antoine	20	Pieraggi Joseph	20
Pantalacci Lucien	20	Blagnini Nicolas	20
Arriotti Pierre-Marie	20	Sabiani Dominique	20
Mattoli Joseph-Marie	5	Gilly André	5
Leandri, abbé	5	Silvestri A. François	5
Albertini Ignace, prêtre	5	Pallazzi Barthélemy	5
Arriotti Virgo-Maria	5	Mignucci P. M.	5
Carli Régis	15	Colombani A. Léonard	15
Paoli Alexandre, directeur	40	Correggiani Dominique	40
de l'École de Morosaglia	40	Pieraggi instituteur	40
Arriotti Jules-Pierre	10	Ribaldi instituteur	10
Pallazzi Joseph	10	Ordioni juge de paix	10
Dautbier	5	Donobili, pharmacien	5
Pieraggi, greffier	5	Casanova Clément	5
Giacobbi Étienne	10	Pallazzi Paul	10
Orfei Antoine	10	Lorenzi Jean-Paul	10
Rossi Jean-Paul	10	Correggiani Antoine	10
Castelli d'Omessa	5	Mignucci Laurent	5
Giacobbi Dominique	5	Pallazzi Paul	5
Étienne Jean-Charles	10	Grassi Philippe	10
Grimaldi	5	Tedeschi percepteur	5
Pacini Antoine-Louis	10	Pallazzi André	10
Chiesi, substitut	20	Ribaldi Augustin	20
Vincenzelli Jacques	20	Grimaldi Jean-Vincent	20
Correggiani Dominique	10	Vannucci capitaine	10
Forcetti Antoine-Vincent	20	Casini Charles-Joseph	20
Renacci Louis	20	Costa, secrétaire	20
Battestini Eugène	10	Stefani Louis	10
Battestini, ex curé à Vivario	5	Oneto Ambroise	5
Morotti, instituteur	5	Tedeschi Paul	5
Stefani, curé de St-Pierre	5	Cesta Baptiste	5
Bernardini, curé à Serraglio	5	Marchetti J. P.	5
Pierri Emilie, vicair	5	Canale François	5
Santelli, tailleur	5	Filippini Hyacinthe	5
Marcaccio, curé	5	Poli, capitaine	5
Masani, curé à Mazzola	5	Orselli	5
Carli, juge de Paix	5	Rossi Joseph-Marie	5
Chini Joseph	5	Angeli Antoine-Nobis	5
Baldacci Jean-Baptiste	5	Gibelli, juge de paix	5
Paoli frères, de Gastinetto	5	Baldacci Baptiste	5
Sisco Joseph	5	Bernardi, instituteur	5
Gaffori Antoine	5	Battini, instituteur	5
Vannucci André	5	Pallazzi François	5
Pierri Ours Dominique	5	Costa Alexandre	5
Montera, chanoine	5	Pallazzi Antoine	5
Gesta, officier comptable	5	Vannucci Marie-Angélique	5

TOTAL 340 Souscripteurs..... fr. 2,367 50 c.

Si nous sommes bien informé, plusieurs familles de l'intérieur de l'île attendent, avant de placer leurs enfants internes au collège royal de Bastia, que le travail des bourses royales soit terminé, et pensent que le nombre en sera considérable. Ces dispositions, en faisant ajourner une résolution prise déjà de demander à l'internat toutes les garanties d'une bonne éducation et d'une solide instruction, pourraient être fâcheuses pour les familles, puisqu'elles les porteraient à retarder, dans l'espérance de voir couronner d'un prompt succès les démarches faites, l'exécution d'un projet tout à l'avantage de leurs enfants. Nous croyons donc qu'il sera bon de fixer à cet égard toutes les incertitudes, en rappelant en peu de mots les principes qui président à la distribution des bourses dans les collèges royaux.

D'abord ces bourses sont limitées et leur nombre est fixé pour tous les collèges royaux. La création d'un nouveau collège royal ne saurait pas le chiffre qui reste le même; la répartition de ces bourses change seule, et l'on comprend que ce n'est qu'à fur et mesure de l'extinction de ces bourses que cette répartition nouvelle peut être faite en faveur des collèges royaux nouvellement créés. En outre, pour assurer à chaque collège un nombre à peu près égal de boursiers ou celui qui concorde avec ses besoins, ces bourses, pour chaque établissement deviennent de moins en moins nombreuses, à proportion que les nouveaux collèges royaux se multiplient. Ainsi nous croyons savoir que le ministre de l'instruction publique, obligé de céder à ces considérations impérieuses, qui lui sont imposées par la loi du budget, n'aurait fixé qu'à vingt-cinq élèves boursiers royaux le nombre des nominations à faire au collège de Bastia, et encore ces vingt-cinq

bourses, devant nécessairement être enlevées aux collèges royaux du continent, ne pourraient être accordées au collège royal de Bastia, que lorsque des vacances dans ces bourses auront lieu.

On le voit donc, ce travail, subordonné à des conditions rigoureuses, dont le ministre ne saurait s'éloigner, peut être long encore à ajourner, dans l'attente d'une bourse, le placement de ses enfants au collège royal de Bastia, ce serait s'exposer à attendre longtemps peut-être et perdre ainsi le bienfait de l'établissement du collège royal pour la Corse. Il vaut mieux envisager les choses sous leur véritable point de vue, qu'entretenir des illusions ou des espérances que rien ne viendrait confirmer. En fait d'éducation surtout on ne saurait commencer trop tôt, et si l'internat du collège royal offre aux familles, comme cela est indubitable, des avantages qu'elles apprécient, il serait sage pour elles, dans l'intérêt de leurs enfants, d'en profiter le plus promptement possible.

**BEAUX-ARTS.** — On sait que le docteur Sisco de patriotique mémoire, affecta par testament une rente perpétuelle de 2,400 fr. destinée à l'entretien de deux élèves à l'école des beaux-arts de Rome. On sait aussi que le conseil municipal désigna MM. Pellegrini et Viale comme les sujets les plus dignes de recueillir le legs du docteur Sisco. Nous sommes heureux de pouvoir ajouter aujourd'hui, que ces deux jeunes élèves ont pleinement justifié le choix du conseil municipal et répondu à l'attente de leurs compatriotes.

M. Pellegrini a en effet obtenu le 1<sup>er</sup> prix de dessin (1<sup>re</sup> classe). M. Viale de son côté a obtenu le 2<sup>e</sup> prix d'architecture et le droit à un des trois prix en mathématiques transcendentes, qui doivent être tirés au sort.

La distribution solennelle des prix de l'académie de St-Luc aura lieu très prochainement au Capitole en présence de toutes les notabilités artistiques: ces prix consisteront en une médaille d'argent sur laquelle sera gravé le nom de chaque lauréat qui l'aura mérité; c'est avec une joie bien vive que nous enregistrons le succès obtenu par MM. Pellegrini et Viale.

Sur l'invitation qui nous est faite par la chambre de commerce de Bastia, nous insérons l'avis suivant:

**Société de Géographie. PRIX FONDÉ PAR S. A. R. LE DUC D'ORLÉANS.** (Médaille d'or de la valeur de 2,000 fr.)

S. A. R. le duc d'Orléans a offert un prix de deux mille francs au Navigateur ou au Voyageur dont les travaux géographiques auront procuré à la France ou à ses Colonies, avant le 1<sup>er</sup> avril 1846, la découverte la plus utile à l'agriculture, à l'industrie ou à l'humanité. S. A. R. ayant bien voulu charger la Société de Géographie de décerner ce prix, la Société s'attachera de préférence aux voyages accompagnés d'itinéraires exacts ou d'observations géographiques.

Les Mémoires contenant l'exposé des découvertes doivent être envoyés francs de port, et sous le couvert de M. le Président de la Société, à Paris, rue de l'Université, 23.

#### TABEAU

DE LA COUR ROYALE DE BASTIA,  
Pour l'année judiciaire 1843-1844.

DIVISION DES CHAMBRES.  
Chambre Civile.

MM. le C<sup>te</sup> Colonna d'Istria, Premier Président; Arrighi, Pallavicini, Viale, Giordani, Gavini,

Juchereau de St-Denis, Stefani, Conseillers.  
— D'Aiguy, 1<sup>er</sup> Avocat général.

Chambre des mises en accusation.

M<sup>l</sup>. Casale, Président; Galeazzi, Marcilese, Colonna d'Istria, Andreau-Moral, Conseillers, Morati, Conseiller-Auditeur. — Levie, Substitut.

Chambre Correctionnelle.

MM. Bertora, Président; Arena, Jourdan, Cornisset-Lamoite, Biadelli, Maniez, Poli, Conseillers. — Sigaudy, Avocat-Général.

JOURS D'AUDIENCE DE LA COUR ROYALE.

Chambre Civile.

Les Lundis, Mardis et Mercredis.

Chambre des mises en accusation.

Les Samedis.

Chambre Correctionnelle.

Affaires civiles. — Les Jedis.

Affaires Correctionnelles. — Les Vendredis.

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry partira pour Ajaccio touchant à l'île-Rousse et Calvi le 17 courant à 7 heures du matin et arrivera à Ajaccio dans la nuit; le 18 il partira immédiatement pour Propriano d'où il sera de retour le soir même. Il repartira pour Bastia le soir du 18 touchant à Calvi et l'île-Rousse le 19 au matin.

## Nouvelles Diverses.

— Les ministres n'ont pas encore décidé la question de savoir si les chambres seront convoquées le 27 décembre, ou le 9 janvier. Il y a lieu de penser cependant que les scrupules constitutionnels, qui se sont prononcés pour la première de ces époques, prévaudront sur les autres considérations.

— M. le ministre des travaux publics a, dit-on, l'intention de proposer aux chambres de laisser à la charge de l'Etat l'achèvement du chemin de fer du Nord et son exploitation.

**ALGERIE.** — On voit arriver à Toulon de nombreuses familles algériennes, suisses, etc., qui s'embarquent successivement et vont augmenter la population de notre colonie d'Afrique. Autrefois, on voyait partir pour ce pays des ouvriers terrassiers et autres, qui s'expatriaient dans l'espoir d'améliorer leur position par un travail lucratif; mais ces émigrants étaient considérés à tort comme de véritables colons. Les colons, ceux qui doivent s'attacher au sol, partent maintenant, et il y a lieu d'espérer que les colonies qui avoisinent Alger seront bientôt en pleine culture. Déjà le pays a changé d'aspect sur toute la ligne qui s'étend d'Alger à Blidah. De leur côté, les religieux trapistes ont pris possession de la partie de la plaine de Staoueli que le gouvernement leur a concédée, et les premiers travaux d'installation sont déjà fort avancés, grâce aux secours que l'autorité coloniale a mis à la disposition de la compagnie. Enfin, la colonie d'Ain-Fonka fait de sensibles progrès. Des lettres adressées par les colons de cet établissement à des personnes honorables de Toulon s'accordent toutes à dire que la situation de la petite colonie est on ne peut plus satisfaisante.

**GRANDE-BRETAGNE.** — On a reçu à Londres la nouvelle de l'échange des ratifications du traité entre l'Angleterre et la Chine, à Hong Kong. Des poursuites sont dirigées contre M. Hughes, témoin du gouvernement dans le procès contre les repealers, par M. Barrett, éditeur du *Pilote*, dénommé dans la déposition de M. Hughes.

La motion de M. O'Connell, relative au privilège du lord-maire de Dublin, consistant à faire

seul des proclamations dans l'intérêt de l'ordre, a été adoptée à une forte majorité.

Le *Times* se déclare autorisé à démentir le bruit qui prêtait au ministre anglais l'intention d'engager au service de l'Angleterre des troupes du Hanovre.

**GRANDE-BRETAGNE.** — Le 23 octobre, l'association du repeal a tenu sa séance hebdomadaire à Dublin dans le nouveau bâtiment appelé Conciliation-Hall. M. O'Connell a déclaré avoir repoussé dernièrement une ouverture des whigs qui lui promettaient leur appui à condition qu'il ne demanderait qu'un parlement fédéral. Le désir de la conciliation ne le portera jamais à transiger sur la question du rappel; il persiste à vouloir l'abrogation intégrale de l'acte d'union, et renouvelle sa promesse d'inaugurer avant six mois le parlement national, à condition que le peuple irlandais ne fournira au gouvernement aucun prétexte d'usage de violence. En terminant, l'orateur a protesté solennellement qu'il ne voudrait pas du repeal s'il devait en résulter la suprématie catholique.

L'association s'est réunie le lendemain pour adopter un projet d'adresse à la reine, afin qu'elle renvoie le ministère; la lecture du projet d'adresse sera faite dans la prochaine réunion. Lorsque l'effervescence sera calmée, on formera des meetings dans toutes les paroisses d'Irlande pour y faire adopter cette pétition. O'Connell a affirmé qu'il était sûr d'obtenir ainsi cinq millions de signatures.

D'après toutes les formes judiciaires qui devront être suivies, il paraît impossible que le procès d'O'Connell commence avant le 1<sup>er</sup> janvier, et même l'opinion se répand que toute cette affaire pourrait bien être abandonnée.

**ESPAGNE.** — Madrid était parfaitement tranquille le 22. La vérification des pouvoirs continuait à la chambre des députés. On attendait M. Olazaga pour le 26. On assure qu'il sera élu président du congrès.

A Barcelonne, les choses étaient dans le même état. La junte était gardée à vue par 150 hommes de la *patacla*, qui n'ont pas grande confiance en elle, et qui, probablement, ne laisseront pas aux lois le soin d'en faire justice. Ponferrada, ville assez importante de la province de Léon, et à 15 lieues de cette capitale, a fait son mouvement en faveur de la junte centrale. Les capitaines-généraux d'Aragon et de la Vieille-Castille, demandent qu'il leur soit envoyé des troupes de renfort.

Les insurgés de la province de Léon viennent de remporter un succès des plus éclatants. Un bulletin extraordinaire, publié dans la ville de Léon, porte que le général Senosian, commandant en second du district de la Vieille-Castille, a été complètement battu par une colonne de proconsuls, qui lui a enlevé une centaine de chevaux et fait prisonniers un grand nombre de chefs, d'officiers et de soldats. Un autre parti, que la junte insurrectionnelle de Léon avait envoyé dans une direction différente, s'est emparé du brigadier Manuel Lorente, du colonel Sigismund Pajol, et du chef de bataillon D. Antonio Clauderal.

— Les nouvelles de Léon sont très contradictoires. A en croire les journaux centralistes les insurgés remporteraient victoire sur victoire, tandis que les journaux du gouvernement publient que l'insurrection de cette ville touche à son terme. Tout ce qui paraît certain, au milieu de tant de versions si opposées, c'est que, le 22, le général Senosian, dont on avait annoncé la déroute complète, occupait toujours pour la reine un des faubourgs de la ville.

Le commandant Mendoza, aide-de-camp du général Concha, est arrivé, le 24, à Madrid, avec les

propositions formulées par les insurgés de Saragosse, qui seraient disposés à capituler moyennant l'acceptation de ces propositions. Les insurgés voulaient envoyer leurs propositions par une députation *ad hoc*, mais le général Concha s'y était opposé et avait seulement consenti à les envoyer lui-même au gouvernement. On dit qu'une des principales conditions posées par les insurgés consisterait à ce que la garde nationale de Saragosse ne fût pas désarmée; mais on pense que le gouvernement répondra par un refus péremptoire.

Des dépêches télégraphiques des 26 et 27 annoncent que les batteries des insurgés de Barcelonne ayant lancé sur Gracia des projectiles qui ont tué plusieurs personnes, le capitaine-général a fait jeter, dans la journée du 25, un millier de boulets et de grenades sur tous les points occupés par les insurgés. Le désordre est complet dans la ville; la junte continue à faire ouvrir et piller les magasins des particuliers contenant des draps, du cuivre et des comestibles. Massanel, de la junte suprême, et un sieur Aymar, de la junte d'armement, ont eu ensemble une vive dispute. Le premier a reçu un coup de balle à la tête. Sa vie est en danger. Le désordre augmente, on craint à Barcelonne de grands désastres. Prim a commencé le feu contre Grèce, le 25; il s'est emparé du faubourg de Pedres, le feu a continué le 26. Ce jour-là, Martell est sorti du fort de Figueras avec 250 hommes.

— On écrit de Madrid, 29 octobre :

Le gouvernement a reçu aujourd'hui la nouvelle officielle de l'entrée des troupes à Saragosse.

Vigo s'est prononcé et l'on assure que le général Martia et le colonel Garcia aide-de-camp et secrétaire intime de l'ex-roi, ont débarqué dans les environs et se trouvent aujourd'hui à la tête des insurgés.

Cet événement aurait été bien plus grave s'il avait eu lieu avant la soumission de Léon.

La majorité de la reine est annoncée pour le commencement de la semaine prochaine, et l'on dit que de grandes fêtes solenniseront cet événement.

Barcelonnette, le 29 octobre.  
— Deux bateaux à vapeur de guerre, venant de Tarragone, ont débarqué mille fantassins.

Le capitaine-général envoie à Grèce des munitions de siège. Les batteries de la ville et des forts n'ont pas recommencé le feu.

Madrid, le 29 octobre.  
Les troupes de la reine sont entrées à Léon. Tous les auteurs de la révolte ont pris la fuite.

(Journal de Paris)  
Madrid, 26 octobre.

— Le congrès a été constitué provisoirement le 26, le bureau provisoire a été conservé.

Le gouvernement a présenté le même jour aux chambres un acte pour demander que la reine soit déclarée majeure; il a été renvoyé au lendemain aux bureaux pour la nomination des commissions.

Bayonne, le 29 octobre.

Le sénat et le congrès ont nommé, le 27, les commissions pour l'examen de la déclaration de majorité de la reine; elles sont parlementaires.

Les insurgés de Saragosse ont demandé, le 25, que les hostilités soient suspendues jusqu'à la réponse du gouvernement aux propositions de soumission qu'ils ont faites le 23.

**ÉTATS-ROMAINS.** — On écrit de Bologne, 15 octobre: Le calme qui s'était rétabli dans notre province n'était qu'apparent, car les désordres ont recommencé, non seulement dans la campagne, mais aussi dans la ville. Le 3 au soir, une lutte sanglante a eu lieu dans les rues de Borgo



San-Pietro, San-Donato, etc., entre un fort détachement de carabiniers suisses et des gens du peuple; quatre soldats et un ouvrier ont été grièvement blessés.

Les Suisses ont pris la fuite; mais un renfort de dragons immédiatement arrivé, a rétabli l'ordre.

Le dimanche suivant, 8, plusieurs postes ont été attaqués. On dit que de pareils faits ont eu lieu dans plusieurs localités de la campagne. Le cardinal Spinola, effrayé de cet état de choses, a quitté Bologne le 10; le cardinal Vannicelli Casoli est venu comme légat par intérim en attendant le prélat qui doit remplacer M. Spinola. On prétend, que dans la congrégation des cardinaux qui a été tenue à Rome pour les affaires des légations, le cardinal Bernetti s'était prononcé pour que l'on fit des concessions au peuple, et surtout pour qu'on accordât une amnistie générale à partir de 1831. Cette proposition aurait été rejetée à la presque unanimité.

GRÈCE. — La célébration de la fête civile et religieuse instituée en mémoire de la révolution du 3 septembre a eu lieu à Athènes le jour de la fête du roi Othon. Suivant l'Observateur Grec, LL. MM. ont été accueillies par les plus vifs témoignages d'allégresse. Les acclamations étaient unanimes, et les fleurs, les couronnes, pleuvaient sur la voie que le roi et la reine ont parcourue pour se rendre à l'église. Les ministres de France et d'Angleterre, accompagnés des membres de leur mission et des états-majors des navires de ces deux nations stationnés dans la Pirée, ainsi que les ministres de Suède, de Bavière et de Hollande, assistaient à la cérémonie. Des vivats ont accueilli les ministres français et anglais.

— On écrit du Mein, 26 octobre, au *Mercur de Souabe*, que le prince Wallerslein va partir pour Paris, chargé d'une mission importante, et se rendra ensuite à Londres. Le prince est porteur d'une dépêche contenant une déclaration du roi Othon, ainsi conçue: «S. M. dépose le sceptre si les puissances ne la mettent pas en état de le porter dignement. Le roi de Bavière ajoute qu'il approuve son fils, et que tout est prêt pour le recevoir dans la maison paternelle. Le prince Wallerslein devra insister pour obtenir une réponse catégorique. On conçoit qu'une pareille nouvelle a besoin d'être confirmée.

ORIENT. — On écrit de Constantinople, 3 octobre, à la *Gazette d'Augsbourg*: M. de Bourqueney a reçu des dépêches de son gouvernement, relatives à la manière dont cet ambassadeur a réglé la réparation due à la France pour l'insulte faite à son pavillon dans Jérusalem. On ne pense pas que M. de Bourqueney fasse des démarches ultérieures pour obtenir une réparation plus éclatante. Tous les diplomates de Pers ont regardé comme satisfaisante la réparation obtenue, d'autant plus que les consuls des autres nations n'ont pas le droit d'arborer, à Jérusalem, leurs pavillons devant leurs hôtels.

Nous lisons dans une lettre de Saint-Remy, datée du 3:

« Depuis cette nuit, les routes sont interceptées entre Saint-Remy, Arles, Tarascon et Avignon, par suite du débordement de la Durance entre Rogonas et Châteauneuf, et du Rhône entre Tarascon et Arles.

Il y a deux brèches, l'une d'environ 50 mètres en dessus du mas de Panisse et l'autre de 30 à 40 mètres en dessous. Une troisième brèche est ouverte plus bas, du côté du mas de Saint-Roch, qui est à deux lieues d'Arles.

Les routes et les champs sont remplis d'eau. Le courrier d'Arles, qui apporte les lettres de Marseille, ne passe pas, non plus que les diligences de Nîmes à Marseille; celles arrivées de

Marseille pour Nîmes sont à Saint-Étienne-du-Grès.

Nous n'avons point encore vu de bateaux de Tarascon arriver, comme les années précédentes, à Saint-Étienne pour prendre les voyageurs. Nous savons seulement depuis hier que les eaux sont dans les rues de Tarascon.

Graveson est cerné par la Durance.

LIBRAIRIE DE FARIANI FRÈRES.

## HISTOIRE DE SAMPiero CORSO

OU  
GUERRE DE L'INDÉPENDANCE,  
1835-1869.

PAR A. ARRIGHI,  
AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.

Un vol. in-8° Prix 5 fr.

## HISTOIRE DE PASCAL PAOLI,

OU  
LA DERNIÈRE GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.  
(1755-1807)

PAR A. ARRIGHI,  
AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.

2 vol. in-8° — Prix 10 fr.

Pour paraître le 15 du courant.

## CANTI POPOLARI CORSI

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica Corsica di Gio: Vito GRIMALDI intitolata:

MARIUCCIA DI VICO.

Prix: 2 fr.

AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARTZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux:

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus,

au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

CODE  
DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE,  
PAR CHAUVÉAC ADOLPHE.  
2 vol. in-8°, 1842. Prix 18 fr.

EAU CHIMIQUE  
DE L'INVENTION  
DE M. LOB,

Chimiste distingué d'Allemagne, demeurant à Paris, galerie Vivienne, 13.

Cette EAU CHIMIQUE, extraite de plantes salutaires, a la faculté merveilleuse de donner

aux têtes malades et sensibles, toute la vigueur et santé, en nourrissant et bien le système capillaire, que tous les cheveux RENAÎSSENT et SE PAISSISSENT en un ou deux mois, même sur les têtes qui en étaient privées depuis plus de vingt années, ce qui est constaté par une infinité de succès et de témoignages délivrés par les personnes les plus respectables (je les communiquerai à toutes personnes qui voudront en prendre connaissance); mais comme on sait que le charlatanisme s'appuie souvent sur des certificats dus à la complaisance ou arrachés par l'importunité, j'ai mieux laissé chacun comparer lui-même et juger, en lui donnant toute la garantie possible. Ainsi, les personnes qui douteront de l'efficacité de mon Eau chimique, peuvent en obtenir gratis en convenant à l'avance d'un prix, qu'elles paieront si le remède produit son effet.

La chute des cheveux s'arrête à l'instant et il ne grisonne plus. Les envois se font contre remboursement au mandat de poste. (Lettre affranchie)

Le flacon se vend 5 fr.; à chaque flacon est jointe une note explicative pour l'usage à faire de l'Eau chimique.

## AVVISO.

Nunzio Ortoni, della Comune di Monticello, li 21 settembre scorso ha perduto un mulo d'anni 8, dell'altezza di 1 metro e 18 centimetri circa, colore spano che tira un poco del rosso, ben fatto, testa piccola e fronte rilevata. Chi lo trovasse o ne desse notizia certa, il padrone suddetto promette ricompensa.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 2 au 8 novembre 1843.

### ARRIVÉES.

Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi. passag.  
Gênes. golette. St-Joseph, c. Mécolin. ardoises.  
Marseille. b. goél. Solenzara, c. Monégia. divers.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Battisti. passagers.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi. passag.  
Gênes. bouf. Conception, c. Loquente. divers.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani. passagers.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci. passagers.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

### DÉPARTS.

Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
De la mer. brick de transport de l'État, Ménagère, c. N. N. enseigne de vaisseau.  
Madinagio. b. goél. Conception, c. Casanova. l.  
Livourne. brick Mont-Liban, c. Cambiaggi. lest.  
Livourne. b. goél. Assomption, c. Oliva. lest.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani.  
Bonifacio. bouf. Assomption, c. Petit diversas.  
Civitatevecchia. b. goél. Conception, c. Marini. l.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci.  
Livourne. b. goél. Assomption, c. Belgodere. l.  
Livourne. mistick Assomption, c. Thiers. lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

## ON S'ABONNE A BASTIA

AD BUREAU DU JOURNAL.

### A PARIS

A l'Office-Correspondance de LÉZOLIVET  
et Comp. Place de la Bourse N° 5, où  
l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire  
Fiduciaire.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

### DE LA ROUTE DU CAP-CORSE.

Lorsqu'on jette les yeux sur le budget du département, l'on est tout surpris de ne trouver qu'une somme insignifiante de 2,500 francs pour travaux publics à entreprendre par cette route pendant l'exercice 1844. Il est vrai qu'un espère obtenir un secours de 12,000 fr. sur le 2<sup>e</sup> fond commun, ainsi que cela a déjà eu lieu précédemment. En supposant ce secours obtenu, ce serait donc une somme de 14,500 francs qui serait disponible: quand on compare cette faible ressource à l'importance et à la nécessité des travaux à entreprendre, on désespère presque de les voir jamais menés à bout. On finit en effet ne faudrait pas moins d'un demi-siècle pour que ce chemin arrivât à sa destination. Les ressources du département sont insuffisantes, nous le savons: elles sont presque toutes absorbées par des services dont il est impossible de contester l'utilité: il faut donc trouver le remède ailleurs.

La route du Macinaggio par le pays qu'elle parcourt, un des plus industriels de la Corse, doit avoir une grande importance pour notre île. Le Cap est, en effet, semé d'un grand nombre de communes dont l'activité est reconnue; dont l'amour et la pratique du travail sont exemplaires, et les mœurs paisibles qui y règnent recommandent encore, d'une façon plus particulière, cette portion de l'île. Nous avons donc peine à nous expliquer pourquoi la route royale de ceinture a été brusquement interrompue à Bastia et en même temps on a laissé, en dehors de ce vaste et fécond réseau, le Cap tout entier. Déjà à diverses reprises on s'est plaint de cette faute ou de cet oubli; le conseil général, qui mieux que personne est à même d'apprécier les besoins de notre pays, a signalé cette lacune. Tout le monde convient que, tôt ou tard, il faudra réparer cette omission, mais en attendant que l'heure de la réparation soit arrivée, la route du Macinaggio reste avec son allocation annuelle de deux à trois mille francs, alors que l'entretien de la route de Gagnoa absorbe à lui seul plus de 10,000 francs et que celui du personnel de ces deux routes est porté au budget pour 3,400 francs.

Le classement de cette route au rang de route royale est cependant une nécessité inévitable, en même temps qu'il est le seul moyen d'arriver à son exécution. Nous disons que le classement est à peu près inévitable, car déjà la route royale

d'Ajaccio à Bastia, qui s'arrête à St-Joseph, a franchi la distance qui la séparait du port et, par la traverse et le nouveau quai, elle est allée se relier à la route du Macinaggio. Si l'on a compris que l'on ne tardera pas non plus à comprendre que la route terminée brusquement à Bastia, sans qu'il existe, pour la continuer, une route départementale dont on puisse espérer raisonnablement de voir, dans un avenir même très éloigné, le si désirable achèvement, c'est priver cette route royale d'une des portions les plus notables des services qu'elle était appelée à rendre au pays. Le sacrifice fait jusqu'ici est donc incomplet, et en fait de routes, rien n'est plus fautive que l'incomplet, puisqu'on a accompli des dépenses dans la vue de certains avantages qu'elles devaient procurer et que ces avantages n'existent pas ou n'existent que d'une manière incomplète, les charges imposées au budget n'en subsistent pas moins, sans qu'on ait obtenu, en retour, toute l'utilité qu'on avait attendue. Il faut savoir être logicien jusqu'au bout, surtout quand il s'agit de dépenser des sommes plus ou moins considérables, et que le profit entier ne peut se rencontrer qu'alors que la pensée primitive a été entièrement réalisée.

Mais il y a, ce nous semble, une raison plus décisive pour que le gouvernement prenne la résolution dont nous parlons. Chaque année il vient au secours de cette route du Macinaggio pour une somme très considérable, si on la compare à celle que le département lui consacre. Nous savons bien que ce n'est pas précisément sur les fonds spéciaux du ministère des travaux publics que ces secours sont prélevés, puisqu'ils sont pris sur le 2<sup>e</sup> fond commun, créé par les départements eux-mêmes, mais il n'en est pas moins vrai que ces secours annuels formeront, au bout d'un certain nombre d'années, un sacrifice assez considérable, sacrifiée utile, productif, et qu'il serait peut-être plus raisonnable de répartir sur trois ou quatre exercices cette dépense qui, répartie sur une trentaine peut-être, devient, il est vrai, très faible chaque année, mais qui, aussi par une juste compensation, n'amène aucun résultat appréciable: cette dépense devient presque stérile elle-même telle qu'elle est faite.

Ce que nous demandons, après tout, n'est ni exorbitant ni bien embarrassant à exécuter. Nous désirons que l'administration complète son œuvre et réalise jusqu'au bout ses propres idées. Nous voulons qu'elle ne s'arrête pas dans une impasse et que son projet de route de ceinture

soit vraiment accompli et qu'elle ne laisse pas en dehors une portion de l'île qui, autant que le reste de l'île, mérite l'exécution prompte d'une route, que le département livré à lui seul ne peut exécuter. Au fond, le surcroît de dépenses, peu considérable si on s'arrête à l'opportunité de compléter le travail général déjà décidé et en voie d'exécution, ne saurait être un motif de troncquer une grande pensée de civilisation et de progrès, et ce surcroît de dépenses s'atténue encore quand on se rappelle qu'il se composerait en grande partie d'un revirement de fonds fait d'un chapitre à l'autre du budget de l'État et que l'exécution de dépenses, comparée au secours annuel qu'accorde le ministère, serait en définitive très peu considérable, en vue de la terminaison prompte de la route du Macinaggio.

M. le docteur Fabrizio, de Modène, professeur à l'école de médecine pratique de Paris, directeur de l'hôpital créé à Malte, pour recueillir et guérir les difformités de la taille, membre de plusieurs Académies d'Italie, est en outre connu dans la médecine par divers ouvrages et par plusieurs découvertes en chirurgie, et il a laissé, dans les différents pays qu'il a parcourus, des preuves durables de son habileté à opérer. M. le docteur Fabrizio, qui se recommande à tant de titres, se trouve en ce moment à Bastia, où il est venu passer quelques jours près de sa vieille mère dont il était séparé depuis plusieurs années d'un douloureux exil. Nous serions heureux que notre population mit à profit la présence d'un praticien si habile, pendant sa courte résidence parmi elle, et M. Fabrizio répondrait à l'appel qui lui serait fait, avec d'autant plus d'empressement que son désintéressement et sa philanthropie dévouée l'ont habitué à offrir son ministère à ceux qui pourraient en éprouver le besoin.

Nous avons souvent appelé l'attention de nos lecteurs sur la pension dirigée par M. Angeli à Toulouse, et applaudis aux résultats obtenus par cet habile professeur dont les élèves se distinguent d'une manière aussi avantageuse.

M. Angeli constamment appliqué à tout ce qui peut servir à l'instruction de la jeunesse vient de publier un ouvrage élémentaire, intitulé: *Leçons d'analyse et de grammaire françaises*. Tout y est à la portée des enfants. L'auteur, avec l'autorité de sa longue expérience, a su simplifier les difficultés grammaticales. Aussi, nous verrions avec plaisir que cet ouvrage fût adopté par les comités d'ar-



San Pietro, San Donato, etc., entre au fort de tachment de carabiniers suisses et des gens du peuple; quatre soldats et un ouvrier ont été grièvement blessés.

Les Suisses ont pris la fuite; mais un renfort de dragons immédiatement arrivé, a rétabli l'ordre.

Le dimanche suivant, 8, plusieurs postes ont été attaqués. On dit que de pareils faits ont eu lieu dans plusieurs localités de la campagne. Le cardinal Spinola, effrayé de cet état de choses, a quitté Bologne le 10; le cardinal Vannicelli Casoli est venu comme légat par intérim en attendant le prélat qui doit remplacer M. Spinola. On prétend, que dans la congrégation des cardinaux qui a été tenue à Rome pour les affaires des légations, le cardinal Bernetti s'était prononcé pour que l'on fit des concessions au peuple, et surtout pour qu'on accordât une amnistie générale à partir de 1831. Cette proposition aurait été rejetée à la presque unanimité.

Grèce. — La célébration de la fête civile et religieuse instituée en mémoire de la révolution du 3 septembre a eu lieu à Athènes le jour de la fête du roi Othon. Suivant l'Observateur Grec, LL. MM. ont été accueillies par les plus vifs témoignages d'allégresse. Les acclamations étaient unanimes, et les fleurs, les couronnes, pleuvaient sur la voie que le roi et la reine ont parcourue pour se rendre à l'église. Les ministres de France et d'Angleterre, accompagnés des membres de leur mission et des états-majors des navires de ces deux nations stationnés dans la Pirée, ainsi que les ministres de Suède, de Bavière et de Hollande, assistaient à la cérémonie. Des vivats ont accueilli les ministres français et anglais.

On écrit du Mein, 26 octobre, au *Mercur de Souabe*, que le prince Wallenstein va partir pour Paris, chargé d'une mission importante, et se rendra ensuite à Londres. Le prince est porteur d'une dépêche contenant une déclaration du roi Othon, ainsi conçue: « S. M. dépose le sceptre si les puissances ne la mettent pas en état de le porter dignement. » Le roi de Bavière ajoute qu'il approuve son fils, et que tout est prêt pour le recevoir dans la maison paternelle. Le prince Wallenstein devra insister pour obtenir une réponse catégorique. On conçoit qu'une pareille nouvelle a besoin d'être confirmée.

Orient. — On écrit de Constantinople, 3 octobre, à la *Gazette d'Augbourg*: M. de Bourqueney a reçu des dépêches de son gouvernement, relatives à la manière dont cet ambassadeur a réglé la réparation due à la France pour l'insulte faite à son pavillon dans Jérusalem. On ne pense pas que M. de Bourqueney fasse des démarches ultérieures pour obtenir une réparation plus éclatante. Tous les diplomates de Pera ont regardé comme satisfaisante la réparation obtenue, d'autant plus que les consuls des autres nations n'ont pas le droit d'arborer, à Jérusalem, leurs pavillons devant leurs hôtels.

Nous lisons dans une lettre de Saint-Remy, datée du 3:

Depuis cette nuit, les routes sont interceptées entre Saint-Remy, Arles, Tarascon et Avignon, par suite du débordement de la Durance entre Rognonas et Châteaurenard, et du Rhône entre Tarascon et Arles.

Il y a deux brèches, l'une d'environ 50 mètres en dessus du mas de Panisse et l'autre de 30 à 40 mètres en dessous. Une troisième brèche est ouverte plus bas, du côté du mas de Saint-Roch, qui est à deux lieues d'Arles.

Les routes et les champs sont remplis d'eau. Le courrier d'Arles, qui apporte les lettres de Marseille, ne passe pas, non plus que les diligences de Nîmes à Marseille; celles arrivées de

Marseille pour Nîmes sont à Saint-Étienne-du-Grès.

Nous n'avons pu rendre vu de bateaux de Tarascon arriver, comme les années précédentes, à Saint-Étienne pour prendre les voyageurs. Nous savons seulement depuis hier que les eaux sont dans les rues de Tarascon.

Graveson est cerné par la Durance.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

**HISTOIRE**  
DE  
**SAMPIERO CORSO**  
OU  
**GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.**  
1835-1869.  
PAR A. ARRIGHI.  
AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.  
Un vol. in-8° Prix 5 fr.

**HISTOIRE**  
DE  
**PASCAL PAOLI,**  
OU  
**LA DERNIÈRE GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.**  
(1755-1807)  
PAR A. ARRIGHI.  
AVOCAT ET DIRECTEUR DE L'ÉCOLE PAOLI.  
2 vol. in-8° — Prix 10 fr.

Pour paraître le 15 du courant.  
**CANTI POPOLARI CORSI**  
Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica corsa di Gio: VITO GRIMALDI  
intitolata:  
**MARIUCCIA DI VICO.**  
Prix: 2 fr.

**AVIS AUX CAPITALISTES.**  
M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux:  
De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins, id.  
de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus,  
au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

**CODE**  
**DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE,**  
PAR CHAUVÉAU ADOLPHE.  
2 vol. in-8°, 1842. Prix 18 fr.

**EAU CHIMIQUE**  
DE L'INVENTION  
**DE M. LOB,**  
Chimiste distingué d'Allemagne, demeurant à Paris, galerie Vivienne, 13.  
Cette EAU CHIMIQUE, extraite de plantes saluaires, a la faculté merveilleuse de donner

aux têtes malades et sensibles, toute la rigueur et santé, en nourrissant si bien le système capillaire, que tous les cheveux RENAÎSSENT et SE PAISSISSENT en un ou deux mois, même sur les têtes qui en étaient privées depuis plus de vingt années, ce qui est constaté par une infinité de succès et de témoignages délivrés par les personnes les plus respectables (je les communiquerai aux personnes qui voudront en prendre connaissance); mais comme on sait que le charlatanisme s'appuie souvent sur des certificats dus à la complaisance ou arrachés par l'importunité, j'ai mieux laissé chacun comparer lui-même et juger, en lui donnant toute la garantie possible. Ainsi, les personnes qui doutaient de l'efficacité de mon Eau chimique, peuvent en obtenir gratis en convenant à l'avance d'un prix, qu'elles paieront si le remède produit son effet.

La chute des cheveux s'arrête à l'instant et il ne grisonne plus. Les envois se font contre remboursement au mandat de poste. (Lettre affranchie)  
Le flacon se vend 5 fr.; à chaque flacon est jointe une note explicative pour l'usage à faire de l'Eau chimique.

## AVVISO.

Nonzio Oriconi, della Comune di Monticelli, li 21 settembre scorso ha perduto un mulo d'anni 8, dell'altezza di 1 metro e 18 centimetri circa, colore spano che tira un poco del rosso, ben fatto, testa piccola e fronte rilevata. Chi lo trovasse o ne desse notizia certa, il padrone suddetto promette ricompensa.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 2 au 8 novembre 1843.

### ARRIVÉES.

Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi. passag. Gènes. goëlette. St-Joseph, c. Mécotin. ardoises.  
Marseille. b. goël. Soleazara, c. Monégia. divers.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Ballesti. passagers.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi. passag. Gènes. boeuf. Conception, c. Loquent. divers.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani. passagers.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci. passagers.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

### DÉPARTS.

Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
De la mer. brick de transport de l'État, Ménagère, c. N. N. enseigne de vaisseau.  
Macinaggio. b. goël. Conception, c. Casanova. 1.  
Livourne. brick Mont-Liban, c. Cambiaggi. lest.  
Livourne. b. goël. Assomption, c. Oliva. lest.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani.  
Bonifacio. boeuf. Assomption, c. Petit. divers.  
Civitavecchia. b. goël. Conception, c. Marini. 1.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci.  
Livourne. b. goël. Assomption, c. Belgodere. 1.  
Livourne. mistick Assomption, c. Thiers. lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

## ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

### A PARIS

A l'Office Correspondance de LEZOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

### DE LA ROUTE DE CAP-CORSE.

Lorsqu'on jette les yeux sur le budget du département, on est tout surpris de ne trouver qu'une somme insignifiante de 2,500 francs pour travaux publics à entreprendre sur cette route pendant l'exercice 1844. Il est vrai qu'on espère obtenir un secours de 12,000 fr. sur le 2<sup>e</sup> fond commun, ainsi que cela a déjà eu lieu précédemment. En supposant ce secours obtenu, ce serait donc une somme de 14,500 francs qui serait disponible; quand on compare cette faible ressource à l'importance et à la nécessité des travaux à entreprendre, on désespère presque de les voir jamais menés à bonne fin et il ne faudrait pas moins d'un demi siècle pour que ce chemin arrivât à sa destination. Les ressources du département sont insuffisantes, nous le savons; elles sont presque toutes absorbées par des services dont il est impossible de contester l'utilité: il faut donc trouver le remède ailleurs.

La route du Macinaggio par le pays qu'elle parcourt, on des plus industrieux de la Corse, doit avoir une grande importance pour notre île. Le Cap est, en effet, semé d'un grand nombre de communes dont l'activité est reconnue; dont l'amour et la pratique du travail sont exemplaires, et les moeurs paisibles qui y règnent recommandent encore, d'une façon plus particulière, cette portion de l'île. Nous avons donc pris à nous expliquer pourquoi la route royale de ceinture a été brusquement interrompue à Bastia et comment on a laissé, en dehors de ce vaste et fécond réseau, le Cap tout entier. Déjà à diverses reprises on s'est plaint de cette faute ou de cet oubli; le conseil général, qui mieux que personne est à même d'apprécier les besoins de notre pays, a signalé cette lacune. Tout le monde convient que, tôt ou tard, il faudra réparer cette omission, mais en attendant qu'elle soit réparée, la route du Macinaggio reste avec son allocation annuelle de deux à trois mille francs, alors que l'entretien de la route de Gagno absorbe à lui seul plus de 10,000 francs et que celui du personnel de ces deux routes est porté au budget pour 3,400 francs.

Le classement de cette route au rang de route royale est cependant une nécessité inévitable, en même temps qu'il est le seul moyen d'arriver à son exécution. Nous disons qu'elle est une nécessité inévitable, car déjà la route royale

d'Accio à Bastia, qui s'arrêtait à St-Joseph, a franchi la distance qui la séparait du port et, par la traversée et le nouveau quai, elle est allée se relier à la route du Macinaggio. Si l'on a compris que l'arrêt de cette route à l'entrée de St-Joseph, c'était lui enlever une partie de son utilité, l'on ne tardera pas non plus à comprendre que la faire terminer brusquement à Bastia, sans qu'il existe, pour la continuer, une route départementale dont on puisse espérer raisonnablement de voir, dans un avenir même très éloigné, le si désirable achèvement, c'est priver cette route royale d'une des portions les plus notables des services qu'elle était appelée à rendre au pays. Le sacrifice fait jusqu'ici est donc incomplet, et en fait de routes, rien n'est plus foneste que l'incomplet, puisqu'on a accompli des dépenses dans la vue de certains avantages qu'elles devaient procurer et que ces avantages n'existant pas ou n'existant que d'une manière incomplète, les charges imposées au budget n'en subsistent pas moins, sans qu'on ait obtenu, en retour, toute l'utilité qu'on avait attendue. Il faut savoir être logique jusqu'au bout, surtout quand il s'agit de dépenser des sommes plus ou moins considérables, et que le profit entier ne peut se rencontrer qu'alors que la pensée primitive a été entièrement réalisée.

Mais il y a, ce nous semble, une raison plus décisive pour que le gouvernement prenne la résolution dont nous parlons. Chaque année il vient au secours de cette route du Macinaggio pour une somme très considérable, si on la compare à celle que le département lui consacre. Nous savons bien que ce n'est pas précisément sur les fonds spéciaux du ministère des travaux publics que ces secours sont prélevés, puisqu'ils sont pris sur le 2<sup>e</sup> fond commun, c'est par les départements eux-mêmes, mais il n'en est pas moins vrai que ces secours annuels formeront, au bout d'un certain nombre d'années, un sacrifice assez considérable, sacrifice utile, productif, et qu'il serait peut-être plus raisonnable de réunir sur trois ou quatre exercices cette dépense qui, répartie sur une trentaine peut-être, devient, il est vrai, très faible chaque année, mais qui, aussi par une triste compensation, n'amène aucun résultat appréciable: cette dépense devient presque stérile elle-même telle qu'elle est faite.

Ce que nous demandons, après tout, n'est ni exorbitant ni bien embarrasé à exécuter. Nous désirons que l'administration complète son œuvre et réalise jusqu'au bout ses propres idées. Nous voulons qu'elle ne s'arrête pas dans une impasse et que son projet de route de ceinture

soit vraiment accompli et qu'elle ne laisse pas en dehors une portion de l'île qui, autant que le reste de l'île, mérite l'exécution prompte d'une route, que le département livre à lui seul ne peut exécuter. Au fond, le surcroît de dépenses, peu considérable si on s'arrête à l'opportunité de compléter le travail général déjà décidé, et en voie d'exécution, ne saurait être un motif de trébucher une grande pensée de civilisation et de progrès, et ce surcroît de dépenses s'atténue encore quand on se rappelle qu'il se composerait en grande partie d'un retournement de fonds fait d'un chapitre à l'autre du budget de l'État: que l'excédant de dépenses, comparé au secours annuel qu'accorde le ministre, serait en définitive très peu considérable, en vue de la terminaison prompte de la route du Macinaggio.

M. le docteur Fabrizio, de Modène, professeur à l'école de médecine pratique de Paris, directeur de l'hôpital créé à Malte, pour recueillir et guérir les difformités de la taille, membre de plusieurs Académies d'Italie, est en outre connu dans la médecine par divers ouvrages et par plusieurs découvertes en chirurgie, et il a laissé, dans les différents pays qu'il a parcourus, des preuves durables de son habileté à opérer. M. le docteur Fabrizio, qui se recommande à tant de titres, se trouve en ce moment à Bastia, où il est venu passer quelques jours près de sa vieille mère dont il était séparé depuis plusieurs années d'un douloureux exil. Nous serions heureux que notre population mit à profit la présence d'un praticien si habile, pendant sa courte résidence parmi elle, et M. Fabrizio répondrait à l'appel qui lui serait fait, avec d'autant plus d'empressement que son désintéressement et sa philanthropie dévouée l'ont habitué à offrir son ministère à ceux qui pourraient en éprouver le besoin.

Nous avons souvent attiré l'attention de nos lecteurs sur la pension dirigée par M. Angeli à Tonhouse, et applaudi aux résultats obtenus par cet habile professeur dont les élèves se distinguent d'une manière aussi avantageuse.

M. Angeli constamment applique à tout ce qui peut servir à l'instruction de la jeunesse vient de publier un ouvrage élémentaire, intitulé: *Leçons d'analyse et de grammaire française*. Tout y est à la portée des enfants. L'auteur, avec l'autorité de sa longue expérience, a su simplifier les difficultés grammaticales. Aussi, nous verrions avec plaisir que cet ouvrage fût adopté par les comités d'ar-



rondissement pour nos écoles primaires. Déjà celui de Toulouse l'a approuvé et en a autorisé l'usage dans les établissements soumis à sa surveillance.

Par différentes ordonnances royales ont été nommés élèves boursiers au collège royal de Bastia.

#### Bourses Royales.

A demi-bourse : Filippi, transféré du collège royal d'Avignon; Arrighi (Henri-Pierre); Grandvalet (François-Adolphe); Casabianca (Eugène); Orsatelli (Louis); Clippioni (Paul); Adriani (Jean-Baptiste); Agostini (Louis-Philippe-Bernard); Frézel (René); Ambrosi (François); Sala (Antoine); Olivieri (Antoine); Milanti (Noël); Pietri (Darius); Patrimonio (Jules); D'Hugues.

#### Bourses Communales.

A bourse entière : Camoin-Vence, Barberin, Benedetti et Gaudin.  
A trois quarts : Casale, Mencacci, Buttaforn.  
A demi-bourse : Degiovanni, Piazza et Simoni.

Académie de la Corse. — Par arrêté de M. le ministre de l'Instruction publique, en date du 6 novembre 1843, M. Cauro, secrétaire de l'Académie de la Corse, est autorisé à reprendre ses fonctions.

M. Calisti, ancien régent de seconde au collège de Bastia, chargé des fonctions de secrétaire de l'Académie de la Corse, est chargé de l'administration du collège de Saint-Girolamo, pendant la durée du congé d'un an accordé à M. Boutros.

Sur la réclamation de la chambre de commerce de Bastia, M. le directeur des paquebots de la Méditerranée vient de décider que le bureau de l'agent de ce service à Bastia sera ouvert, le vendredi, de 7 à 8 heures du matin, et que les voyageurs pourront toujours se faire inscrire une heure avant le départ du bateau.

La troupe d'Opéra italien, arrivée depuis plusieurs jours dans notre ville, a commencé mardi soir ses débuts. Les deux premières représentations ont généralement satisfait et promettent d'agréables soirées aux amateurs de la bonne musique.

Par ordonnance royale du 1<sup>er</sup> octobre 1843, MM. Rossi, Étienne et Conti Étienne, élèves de l'école spéciale militaire ont été promus au grade de sous-lieutenant le premier au 49<sup>e</sup> de ligne et le second au 62<sup>e</sup> de ligne de même arme.

#### AVIS.

Le public est prévenu que le bateau à vapeur la Pauline partira de Bastia pour Marseille relâchant à l'île-Rousse, demain vendredi 17 du courant à 8 heures du soir, et reprendra ensuite ses départs réguliers de Marseille pour Bastia relâchant à l'île-Rousse tous les 5, 15 et 25 de chaque mois; et de Bastia pour Marseille relâchant à l'île-Rousse tous les 10, 20 et 30 de chaque mois.

Les marchandises seront mises à quai par l'administration et ne seront livrées aux consignataires que contre le paiement préalable des frais et des nolis portés par leurs connaissements, et à défaut, mises en magasin à leurs frais et risques. Pour de plus amples renseignements, s'adresser à M. Louis Calvi, consignataire à Bastia.

— Deux des plus intelligents maîtres-ouvriers de la ville d'Ajaccio, les sieurs Ramaroni Laurent et Zevaco Antoine, viennent de donner un excellent exemple, dont la pratique, si elle était suivie, honorerait les citoyens et assurerait la punition du crime. Lundi soir dans un cabaret tenu par des femmes abjectes, un soldat est assassiné, les auteurs de ce crime, qui cherchaient à se sauver, sont arrêtés par les sus-nommés, et, malgré leur résistance, ils sont remis entre les mains de la justice.

M. le préfet, informé de la belle conduite tenue dans cette circonstance par les sieurs Ramaroni et Zevaco, leur a donné à chacun une gratification qui a été reçue avec les marques de la plus vive reconnaissance, mais dont le montant a été destiné à soulager des familles malheureuses. Ces honnêtes hommes ont ainsi rendu deux services à la société. (Journal de la Corse.)

— Le Moniteur du 1<sup>er</sup> publie la liste par ordre de mérite des élèves nommés à l'École Polytechnique, par décision ministérielle du 31 octobre. Ces élèves sont au nombre de 166.

COLONIES FRANÇAISES. — D'après un article du Moniteur algérien, reproduit par le Moniteur universel, et que nous allons résumer, la dernière campagne en Algérie a donné les plus heureux résultats. Pour la première fois, les soumissions obtenues dans tout l'Ouarensenis sont celles de tous les chefs influents qui dorénavant paraissent sérieusement dévoués à la France. Quatre colonnes ayant envahi ce pays en partant à la fois de Milianah, d'Orléansville et de Teniet-el-Had, les populations ont été frappées de terreur. Les chefs, ne pouvant plus compter sur le concours des masses, ont brisé leur pacte avec l'ennemi. Le 6 octobre, les plus distingués d'entre eux se sont rendus à l'Oued-Khashab, où le maréchal avait réuni trois de ses colonnes, et se sont livrés sans condition à notre générosité. Le lendemain, le gouverneur-général en présence de trois colonnes françaises réunies, et de toutes les tribus auxquelles il avait assigné ce rendez-vous, proclama solennellement aga de tout le pays Hadj-Habed-Ben-Salah. Les anciens chefs, pour ne point contrarier le pouvoir nouveau, se sont retirés : les uns dans les environs de Milianah, d'autres près d'Orléansville.

En même temps, la 4<sup>e</sup> colonne, partie de Teniet-el-Had, et commandée par le lieutenant colonel Aynard, recevait les soumissions des tribus du versant sud. Ainsi se trouve pacifié tout le pays situé entre la province d'Alger et celle d'Oran.

Les nouvelles de cette dernière province sont également satisfaisantes. Abd-el-Kader ayant tenté un coup de main sur les Beni-Amers, a été repoussé par cette tribu, appuyée par le commandant de Barral, qui était sorti du camp de Sidi-Bel-Abbes avec quelques centaines de Lanciers.

Le général Bedan, sorti de Tlemcen à la nouvelle de cet engagement, a poursuivi l'ennemi qui était dans un désordre complet : le manque de vivres a contraint nos troupes à s'arrêter. Pendant ce temps le commandant Barral se jetait sur une fraction inconnue des Djafiras et leur enlevait beaucoup de bétail.

Les communications avec la province de Constantine sont également ouvertes par la jonction au pied du Djebel-Dira de nos deux colonnes de Titer et de Scif, MM. les généraux Morey et Sillégue, aidés par notre kalifa, ont achevé de soumettre toutes les tribus dissidentes de ce pays. Une petite tribu placée sur la route de Collo dominant asile à des brigands, a été châtiée par le colonel Barthelemy.

Un fils de Beh-Salem, ex-kalifa de Sebson, abandonnant la tente de son père, est venu se mettre sous notre protection.

Ainsi le pouvoir de l'émir se trouve réduit à une petite zone vers le sud de Mascara, et à quelques petites tribus de Jurjura et de la frontière de Maroc. Abd-el-Kader n'a plus qu'environ 700 fantassins et 500 cavaliers, et toutes ses ressources sont excessivement réduites. Il ne peut plus faire qu'une guerre de partisans, et il ne peut plus croire qu'il lui est impossible de sortir du canton où il se trouve confiné avec les débris de ses troupes, fatiguées et dépourvues de tout. Il ne peut point non plus s'écarter trop de sa smala, qui se réfugie près de Chillelah, au sud-ouest de Tlemcen.

— Outre les faits compris parmi ceux qui précèdent, le Séraphore de Marseille annonce que la ligne télégraphique de Blidah à Milianah va être établie par deux compagnies du 26<sup>e</sup> et du 53<sup>e</sup> de ligne.

Le maréchal a renforcé considérablement la colonne d'Orléansville, où se trouve le colonel Cavaignac. Le bateau à vapeur hôpital le Cerbere va prendre à Tanger les pèlerins pour la Mecque. Cette mesure met dans la nécessité d'employer, pour l'envoi des malades en France, les transports ordinaires à voiles, ce qui rend la traversée fort pénible pour ces malheureux.

## Nouvelles Diverses.

— Le dimanche 29 octobre, pour le troisième anniversaire de la formation du cabinet, les ministres ont dîné avec le Roi à St-Cloud. Le Roi, par ordonnance du même jour, a élevé au grade de grand-officier de la Légion d'Honneur MM. le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur; Villamain, ministre de l'instruction publique; Cunin-Gridaine, ministre de l'agriculture et du commerce; Lacave-Laplagne, ministre des finances; et à celui de commandeur M. Teste, ministre des travaux publics. M. Martin (du Nord) et M. l'amiral de Mackau étaient déjà grand-officiers de la Légion d'Honneur; M. le maréchal Soult est grand-croix depuis la création de l'ordre. M. Guizot a été promu au même grade il y a quelques années.

— La Presse insistait sur l'extrême importance d'une marine à vapeur imposante comme étant la première condition pour commander avec autorité sur l'Océan, signale les constants efforts du gouvernement français pour accroître notre puissance maritime.

Une ordonnance rendue sur le rapport de l'amiral Duperré et convertie en loi en 1842, a autorisé une dépense de 34,450,000 francs à effectuer en dix ans, par annuités de 3,450,000 francs, pour coques, machines et matériel d'armement de nouveaux bâtiments à vapeur. M. l'amiral de Mackau, parait à son tour se préoccuper beaucoup des moyens de compléter sous ce rapport l'organisation de notre marine. Par une circulaire en date du 19 octobre dernier, il a prescrit des mesures très remarquables à tous les préfets maritimes, et par une ordonnance, en date du 22 du même mois, il a formé une commission supérieure chargée de coordonner tous les renseignements recueillis dans les ports, de résoudre toutes les questions relatives à l'achèvement du matériel à vapeur, et d'indiquer les moyens les plus propres à assurer le bon emploi des crédits alloués à cet effet par les chambres. M. le prince de Joinville, qui a un goût si vif et si éclairé pour sa profession, et qui sait à quel avenir la marine à vapeur est appelée, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, a tenu à honneur de faire

partie de cette commission. Le pays ne peut être satisfait de voir un des fils du roi étudier ainsi de près une question qui intéresse si vivement sa dignité et sa puissance.

D'un autre côté, les paquebots transatlantiques, entrepris en exécution de la loi du 16 juillet 1840, qui a ouvert un crédit spécial de 28 millions, sont déjà fort avancés. Ces paquebots, destinés à faire la correspondance de France en Amérique, auront une force de 450 chevaux, et auront, en cas de guerre, porté de l'artillerie. Toutes les coques ont été construites par les chantiers de l'Etat, et elles font l'admiration des hommes spéciaux. Les machines ont été commandées en grande partie à l'industrie privée.

— Le Moniteur du 9 novembre publie l'ordonnance royale du 8 novembre qui confirme la déclaration du conseil d'Etat relativement à la lettre de M. Prilly. L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu : « Il y a des abus dans la déclaration ci-dessus faite de M. de Prilly, évêque de Châlons. » L'art. 2 charge le garde-des-sceaux de l'exécution de cette ordonnance.

— Le Messager, journal officiel, a publié un article où la dernière révolution de la Grèce est précisée dans les termes les plus favorables. — La lettre de M. l'évêque de Châlons, relative à la position des aumôniers dans les collèges de l'Université, est déférée au Conseil d'Etat sous forme d'appel comme d'abus.

— M. le prince de Polignac est arrivé à Paris avec sa famille, il se propose d'y passer l'hiver. — Le Moniteur du 1<sup>er</sup> contient la relation circonstanciée des mesures qui ont été préparées et exécutées pour la prise de possession par la France des deux points du littoral africain (Assinie et Saloum), où l'on vient d'établir deux comptoirs fortifiés.

— M. Berryer est arrivé à Londres, où il a passé quelques heures. Il est parti pour Alton-Tower, résidence du comte de Shrewsbury, où le duc de Bordeaux arrivera le 4 novembre. M. le marquis de Peigne a dû partir samedi dernier pour Londres; MM. de Larcy, de Laboulaye, etc., se proposent aussi de faire une visite au prince. M. le Châteaubriand s'est excusé sur le mauvais état de sa santé. Des lettres particulières de Paris, dressées à la Gazette-Universelle allemande, annoncent que le voyage du duc de Bordeaux dans les îles Britanniques a donné lieu à une communication confidentielle de l'ambassadeur britannique à la cour des Tuileries. Cette communication avait pour objet de faire cesser toutes les injures que la cour des Tuileries aurait pu concevoir à cet égard. L'ambassadeur a déclaré que le duc de Bordeaux n'avait point invité le duc de Bordeaux à se rendre en Angleterre, mais qu'il n'avait pu l'empêcher de venir, à raison des hautes relations de parenté du duc; en conséquence, on devait éviter tout ce qui pourrait donner un caractère politique à la réception du prince dont l'Angleterre ne reconnaît point les prétentions.

Le départ du duc et de la duchesse de Nemours pour Londres a eu lieu le 8 novembre. Gaieté. — M. Piscatory a communiqué au roi la réponse favorable qu'il avait reçue du gouvernement français à la notification des événements du 1<sup>er</sup> septembre. Cette note, suivant l'Observateur Grec, a fait la plus vive impression sur le roi, qui s'est immédiatement décidé à faire une nouvelle et éclatante manifestation dans le sens des derniers événements. « Nous le disons avec effusion, avec reconnaissance, ajoute le journal, le philhellénisme du gouvernement français a fait plus que répondre à nos espérances, il a comblé tous les vœux qu'il nous avait donnés d'exprimer à ce sujet : personne ne

l'oubliera en ce pays, car la note de M. Guizot sera un des titres de la gloire si justement acquise à la nation française. »

— Le Globe de Londres annonce le prochain départ de troupes pour le Cap de Bonne-Espérance d'où le ministère a reçu, dit-on, des nouvelles très-fâcheuses.

— Le duc d'Anjou est parti de Florence, pour Livourne, le 28 octobre. Il s'embarquera dans ce port, pour Civita-Vecchia, d'où il se rendra à Rome. (Gazette d'Augsbourg.)

— A l'occasion de l'anniversaire du 29 octobre, M. Guizot a reçu le grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique et le grand croix de Charles III d'Espagne. A En, il avait déjà été fait chevalier de la Jarretière par la reine Victoria.

— M. le comte de Salvandy, ambassadeur de France en Sardaigne, est parti pour se rendre à son poste. Il a traversé Auch samedi dernier.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce a accordé un secours provisoire de 10,000 fr. aux habitants des Pyrénées-Orientales victimes des dernières inondations.

— Nous avons des nouvelles de Rio-Janeiro du 12 septembre par l'Angleterre. L'impératrice y était arrivée le 3 septembre, et le mariage a été célébré le 4.

— On parlait aujourd'hui à la bourse d'un emprunt belge de cent millions de francs.

— Un rapprochement est sur le point de s'opérer entre les charistes d'Angleterre et les repulseurs d'Irlande. Dans la séance de l'association du 30 octobre, O'Connell a lu, en l'accompagnant des grands éloges, une lettre que lui avait adressée M. Surge, chef des charistes, pour lui offrir la coopération de son parti, à condition qu'il n'y aurait point de séparation entre les deux nations. O'Connell a terminé son discours en proposant l'adoption des résolutions suivantes : « Le but du rappel est d'obtenir un parlement pour l'Irlande, ayant droit de contrôle entier sur les affaires de la nation irlandaise; 2<sup>e</sup> La base du rappel de l'union est et sera toujours la perpétuelle union de l'Irlande avec la Grande-Bretagne; 3<sup>e</sup> Une autre base du rappel sera la parfaite égalité des droits civils et des franchises pour les chrétiens de chaque secte, et aucun pouvoir ne sera donné au parlement irlandais de faire une loi quelconque dérogeant aux droits civils et aux franchises, en faveur d'un individu ou d'une classe, d'un symbole ou d'une profession de foi. »

— On écrit de Dublin, 7 novembre au Times : L'interrogatoire des témoins par le grand jury de la cité a été terminé ce matin. L'interrogatoire des sténographes a pris presque toute la journée. Il n'y a aucune raison pour croire que le jury rendra la décision aujourd'hui.

— Le Cork-Reporter publie une lettre du duc de Wellington à lord Grengall sur les affaires de l'Irlande. En voici la substance :

« Il faudrait concentrer dans l'Irlande tous les régiments dont il serait possible de disposer; on formerait des camps dans toute la contrée, notamment dans le voisinage des cités et des villes; puis on donnerait asile dans les casernes aux familles qui craindraient pour leur sécurité et leurs fortunes. On procurerait toutes les facilités désirables aux personnes qui voudraient quitter l'Irlande pour se réfugier en Angleterre et y rester pendant les troubles civils; on continuerait à envoyer des munitions, des armes et des vivres en Irlande, afin que le soldat fût tout-à-fait indépendant du paysan irlandais. » Le journal ajoute : « Voilà, en résumé, la lettre du duc de Wellington à lord Grengall. Nous ne pouvons affirmer que tous les détails en soient authentiques, mais le fond en est vrai. »

— M. Martinez de la Roca a présenté, le 30,

au congrès, le rapport relatif à la majorité de la reine, en concluant à la déclaration. Ce rapport a été accueilli par la chambre.

Le feu a continué le 31, et le premier devant Gironne. Martell est rentré au fort de Figuières. Les 400 hommes qui l'accompagnaient ont jeté leurs armes à l'approche de la colonne de Prim, établie à Bascars. La jonction de Figuières menace de mesures très rigoureuses les jeunes gens qui refusent de prendre les armes pour défendre le drapeau centraliste; déjà elle a fait renfermer dans le fort les parents de ceux qui se sont saisis pour se soustraire à la réquisition.

— On n'était pas sans inquiétude à Séville, le 28, sur le maintien de la tranquillité. Les autorités prenaient des mesures extraordinaires pour prévenir tout désordre.

Une lettre de Vigo, en date du 28, annonce que les troupes qui s'étaient renfermées dans les deux forts qui dominent la ville se sont vues forcées de capituler avec les insurgés. Ceux-ci sont devenus en conséquence maîtres de tous les points.

— On croit que le général Concha n'ouvrira pas les hostilités contre Saragosse avant le 25; il veut laisser le temps de la réflexion aux insurgés.

#### DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, le 9.

ESPAGNE. — Une tentative d'assassinat a eu lieu le 6, à Madrid, contre le général Narvaez. Sept coups de feu ont été tirés successivement sur sa voiture, au moment où il se rendait au théâtre, dans la même rue, et sur différents points. Les trois derniers coups ont tué son aide-de-camp et blessé une personne qui se trouvait à ses côtés. Le général n'a pas été atteint, et a paru indemniement au théâtre du Cirque, où se trouvait S. M. On n'a pas pu s'emparer des assassins.

Madrid était tranquille; les troupes sont sous les armes.

La discussion sur la majorité a commencé le 6. Une proposition contre la déclaration a été rejetée par 83 voix contre 24.

Bayonne, le 30 octobre.

Le Sénat et le congrès ont nommé, le 27, les commissions pour l'examen de la déclaration de majorité de la reine; elles sont parlementaires.

Les insurgés de Saragosse ont demandé, le 25, que les hostilités soient suspendues jusqu'à la réponse du gouvernement aux propositions de soumission qu'ils ont faites le 23.

Le général Senosiain a écrit, le 23, qu'il espérait que Léon se rendrait le lendemain.

— La Gazette du 8 contient le traité conclu en août 1842 entre la Chine et la Grande-Bretagne. Les ratifications ont été échangées à Hong-Kong, le 26 juin 1843. La Gazette renferme de plus le tarif et les règlements relatifs au commerce entre les deux pays.

Madrid, 26 octobre.

Le congrès a été constitué provisoirement le 26; le bureau provisoire a été conservé.

Le gouvernement a présenté le même jour aux chambres un acte pour demander que la reine soit déclarée majeure; il a été renvoyé sur-le-champ aux bureaux pour la nomination des commissions.

Perpignan, 10 novembre.

Les troupes de Prim ont occupé Gironne hier au matin.

A quatre heures et demie du soir, 2,500 insurgés environ, ayant à leur tête Ametller et Bulters, sont entrés dans le fort de Figuières; ils étaient précédés par un bataillon d'infanterie et 150 cavaliers des troupes de la reine, qui arrivés à Figuières, se sont dirigés sur Ruse.



**ORIENT.** — On écrit de Constantinople, 17 octobre, que les cabinets européens ont pris très au sérieux l'exécution de l'armement Orghin mis à mort pour avoir abjuré l'islamisme; ils ont senti la nécessité de protester contre un acte qui démontre, de la part du ministère ottoman, un système de réaction et de fanatisme. A Londres, à Paris, à Berlin et à Vienne des représentations ont été faites aux ambassadeurs de la Porte, et en même temps les instructions ont été transmises dans le même sens aux légations de Constantinople. M. Guizot et lord Aberdeen, surtout, ont prescrit à leurs représentants d'agir avec énergie, et l'on croit que MM. Canning et de Bourqueney remettront une note à la Porte.

— Le ministre des affaires étrangères a réuni les interprètes des cinq grandes puissances, pour les prévenir qu'il désirait éviter aux moyens d'organiser une police à Constantinople, pour faire cesser les désordres auxquels donnent lieu les privilèges des ambassadeurs, et leur demander s'il pouvait compter sur le concours des représentants étrangers. La solution de cette affaire présente de graves difficultés; il paraît que les ambassadeurs sont convenus d'en ajourner leur réponse.

Le sucre véritablement populaire de la Pâte pectorale balsamique de REGNAULD aîné ayant fait naître des contrefaçons et des imitations, contre lesquelles le public ne saurait trop se prémunir, les consommateurs devront toujours s'assurer que le nom et la signature de Regnaud aîné, le bon et le cachet de L. Frère, cède et successeur de Regnaud aîné, existent sur l'étiquette et sur la bande verte qui entoure chaque boîte. Dépôt rue Caumartin, 45 à Paris, et dans toutes les villes.

## ANNONCES.

## ADMINISTRATION DES POSTES.

## AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu que le jeudi 23 novembre à 3 heures après midi, il sera procédé dans les bureaux de l'Agence des Paquebots de l'Etat, Rue St-Jean à Bastia, à l'adjudication au rabais de la fourniture des vivres nécessaires aux équipages des Paquebots français de l'administration des Postes pour l'année 1844.

A cet effet des soumissions cachetées pourront être déposées dès ce moment, dans les Bureaux de l'Agence des Paquebots Rue St-Jean à Bastia, où elles seront reçues jusqu'à midi jeudi 23 novembre et où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges et du modèle de soumission.

Bastia, le 12 novembre 1843.

L'Agent du service des Paquebots,  
L. COULY.

## AVIS.

Les Bureaux de l'Agence des Bâtiements à vapeur de l'Etat, Rue St-Jean à Bastia, sont ouverts de 9 heures du matin à midi, et de 2 à 5 heures.

Nota. Le vendredi, jour du départ, les bureaux sont ouverts de 7 heures à 8 heures 1/2 précises du matin.

L'Agent des Paquebots,  
L. COULY.

## PURGE D'HYPOTHEQUES LÉGALES NON INSCRITES.

Notification a été faite à la requête de M. Antoine-Joseph Casavecchia, docteur en médecine, en sa qualité de maire de la ville de Bastia, et dans

l'intérêt de celle-ci, domicilié et demeurant en icelle.

Suivant exploit du sieur Vanetti, huissier, près le tribunal civil de Bastia, en date du 14 novembre 1843, enregistré le même jour.

1° A M. Marie-Dévote Semides, propriétaire, épouse, sous le régime dotal, de M. Joseph Gregori, propriétaire et négociant, domiciliés et demeurant à Bastia, ainsi qu'à ce dernier.

2° A M. le procureur du roi près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance siégeant à Bastia, en son parquet sis au palais des Missionnaires.

Il est extrait des minutes du greffe du tribunal civil susdit, constatant le dépôt fait audit greffe, par les mains de M. Antoine-Joseph Casavecchia, notaire à Bastia, le 26 octobre dernier, 1° de la copie collationnée du contrat d'échange passé devant ledit notaire, le 18 octobre même mois, enregistré, par lequel M. le maire, autorisé par ordonnance royale du 2 mars 1840, a cédé, à titre d'échange, à M. Joseph Gregori, un terrain propre à bâtir, ayant une superficie totale de 1152 mètres carrés et 48 centimètres, appartenant à la ville de Bastia et situé dans le premier quartier appelé St-Nicolas; et ledit M. Gregori a délaissé en contre échange, à la ville de Bastia, un terrain propre à bâtir ayant une superficie totale de 972 mètres carrés et 20 centimètres, ainsi que les bâties ou soit boutiques et entrées y existant, formant le tout un seul corps situé à Bastia à côté de la caserne des Missionnaires.

Lesdits immeubles échangés sont chacun de la valeur de 8133 francs 37 centimes et donnent un revenu annuel de deux cents francs de part et d'autre.

2° De l'extrait dudit contrat d'échange, contenant les indications prescrites par l'art. 2194 du code civil, pour être et rester affiché dans l'audience du tribunal civil. Avec déclaration en outre à M. le procureur du roi que ceux du chef desquels il pourrait être requis des inscriptions pour raison d'hypothèques légales existantes indépendamment de l'inscription, n'étant pas connus du requérant, celui-ci en fait publier la présente signification, dans la forme déterminée par l'art. 683 du code de procédure, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 9 mai 1807, approuvé le 1<sup>er</sup> juin de la même année, afin que tous ceux qui auraient intérêt puissent requérir leur inscription d'hypothèque légale, dans le délai de deux mois.

Antoine-Joseph Casavecchia, notaire.

## LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

## ABRÉGÉ FACILE

## L'HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS L'ORIGINE JUSQU'EN 1830.

A L'USAGE DES ÉCOLES PRIMAIRES,

ET DES

Premiers Cours élémentaires dans les familles, dans les collèges et dans les séminaires.

Avec les Portraits des principaux Rois et une

Carte de France;

PAR M. EMILE DE BONNECHOSE,

Auteur d'une Histoire de France en deux volumes, approuvée par le Conseil royal de l'instruction publique, et adoptée comme livre classique dans l'armée.

Un vol. in-18, cartonné. — Prix : 85 cent.

TROISIÈME ÉDITION.

## TAFETAS LE PERDRIEL

en rouleaux, jamais en boîte.

L'an épistémique pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre rafraîchissant pour pan-

ser les Canthares, sans démanchement. Serre-bras, compresses, etc. Le PERDRIEL, faubourg Montmartre, 78, à Paris, et dans les principales pharmacies, notamment chez M. Giralt ph. à Bastia.

## EAU CHIMIQUE

DE L'INVENTION

## DE M. LOB,

Chimiste distingué d'Allemagne, demeurant à Paris, galerie Vivienne, 13.

Cette EAU CHIMIQUE, extraite de plantes salutaires, a la faculté merveilleuse de donner aux têtes malades et sensibles, toute la rigueur et la santé, en nourrissant si bien le système capillaire, que tous les cheveux RENAISSENT et SE PAISSSENT en un ou deux mois, même sur les têtes qui en étaient privées depuis plus de vingt années, ce qui est constaté par une infinité de succès et de témoignages délivrés par les personnes les plus respectables (je les communiquerai aux personnes qui voudront en prendre connaissance); mais comme on sait que le charlatanisme s'appuie souvent sur des certificats dus à la complaisance ou arrachés par l'importunité, j'aime mieux laisser chacun comparer lui-même et juger, en lui donnant toute la garantie possible. Ainsi, les personnes qui douteraient de l'efficacité de mon Eau chimique, peuvent en obtenir gratis en envoyant à l'avance d'un prix, qu'elles paieront si le remède produit son effet.

La chute des cheveux s'arrête à l'instant et il ne grisonne plus. Les cheveux tombent contre remboursement au mandat de poste. (Lettre affranchie.)

Le flacon se vend 5 fr.; à chaque flacon est jointe une note explicative pour l'usage à faire de l'Eau chimique.

## AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWABENHUT, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de présenter le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux.

De la Dette d'Autriche de 1839 de 20 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'eus, au taux de la Bourse. — Les prospectus français et allemands des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 9 au 15 novembre 1843.

## ARRIVÉES.

Vibergio, tartane, Archimède, c. Borella, minier. Marseille, tartane, Léontine, c. Bellot, houille. Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passag. Livourne, b. à vap. Constance, c. Rogliano, diver. Naples, balancelle, St-Henri, c. Mattiasso, les. Livourne, b. à vap. Pauline, c. Gueffella, diver. Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passag. Livourne, b. à vap. Pauline, c. Gueffella, diver. Marseille, paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches. Naples, balancelle, St-Philippe, c. Godino, les. DÉPARTS.

Marseille, paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches. Livourne, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag. Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passag. Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passag.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

## ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEZOLAVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

## BASTIA.

ROUTE DU NEBBIO.

Lorsqu'il s'agit de travaux publics, nous convenons que la question à résoudre soit difficile. Tant d'intérêts se trouvent mêlés et peuvent être compromis, qu'il est bon d'y regarder à deux fois avant de prendre une résolution définitive. Le parti le plus sage doit être de s'arrêter à la résolution qui satisfasse la plus grande masse d'intérêts possibles et qui en laisse le plus petit nombre. Une fois cette résolution prise, il convient de passer outre et d'arriver droit à l'exécution. Tels sont les principes qui il convient d'appliquer à la route de ceinture de la Corse et surtout à la portion qui doit réunir Bastia à la Balagne. Nous avons souvent exposé l'état de la question; nous la traiterons encore aujourd'hui, puisqu'on ne se fatigue pas de revenir sur cette question, pour l'embrouiller et pour retarder, si l'on pouvait, une décision qui importe si fort à la prospérité de notre pays.

Nous sommes tout d'abord étonné qu'on ait jugé à propos de parler, même incidemment, de cette question, alors qu'on avait professé un si superbe dédain à l'endroit des intérêts matériels du pays, qu'on avait signifié, d'un ton doctoral, que ce n'est point à la presse à traiter ces questions, trop élevées pour elle et qu'elles devaient être abandonnées entièrement à l'examen des ponts-et-chaussées; quand, il n'y a pas quinze jours, on avait, avec une admirable candeur, que jusqu'à ce jour l'on n'avait aucune opinion arrêtée sur le port de Bastia, — question très peu importante, comme on sait, — et qu'on improvisait cette opinion d'après une brochure de quelques pages et qu'on tranchait la question avec une imperturbable assurance, promettant ceci, assurant cela et se portant fort des dispositions favorables du gouvernement. Quand on a fourni ces preuves de son désintéressement des intérêts du pays et qu'on a donné sa démission d'une façon si nette d'un rôle qu'on refuse de remplir, on devrait être fidèle jusqu'au bout à cette résolution et ne plus intervenir dans des débats qu'on avoue ne pas comprendre, et qu'on ne peut ainsi qu'embrouiller à plaisir et sans profit même pour ceux qu'on prétend défendre.

On plaide la cause de St-Florent et l'on veut son salut et sa prospérité, et, pour arriver là, il faut absolument que le gouvernement dépense des sommes énormes pour recueillir une route détestable, et que le sera toujours quoiqu'on fasse; tout cela pour ouvrir aucun débouché au

commerce et à l'activité de St-Florent, pour le laisser isolé du reste du Nebbio, au fond de son golfe et près du marais pestilentiel qui arrête tout, arrêterait tout, lors même que le tracé impossible qu'on demande serait accordé aux défenseurs maladroits de St-Florent.

Voulons-nous donc la perte de St-Florent, mais à quoi cela profiterait-il au Nebbio, à Bastia, à la Corse? Pour supposer que nous voulions la ruine d'une ville, nous n'avons pas besoin de la ruine d'une ville. Nous voulons la prospérité et qui peut prétendre à un riche avenir, il faudrait que nous ayons quelque intérêt à le faire. On ne prête pas l'absurde ou l'inique pour le seul plaisir d'être absurde ou inique. Non, sans doute, et nous n'avons pas besoin d'insister sur une semblable supposition. Nous voulons si peu la ruine de St-Florent, que la route de ceinture traversant la vallée de Nebbio est, au contraire, le système le plus avantageux qu'on puisse désirer pour St-Florent. Les adversaires seuls de cette route vont droit à la perte de St-Florent, puisque leur projet continue à laisser St-Florent dans l'isolement, cette route ne pouvant jamais être une route commerciale, n'ouvrant d'ailleurs aucun débouché nouveau à St-Florent.

La route par la vallée du Nebbio, au contraire, crée pour St-Florent un débouché important. Mise en communication directe et facile avec toute la vallée du Nebbio, qui doit faire la richesse de St-Florent, et, de plus, avec la Casinca, sans perdre ses rapports avec Bastia qui n'en deviendront que plus commodes, ni ceux avec la Balagne, cette route répond à tous les besoins, satisfait à tous les intérêts, et contribuant à la prospérité du Nebbio, elle tourne directement au profit de St-Florent. Quel avantage voulez-vous que St-Florent tire de la route actuelle même rectifiée, et Dieu sait ce que seront, ce que peuvent être ces rectifications! Seront-ce les landes et les marais qui bordent cette route qui fourniront leurs produits à St-Florent! St-Florent n'aurait donc tout au plus pour avantage que de verser ses denrées à Bastia, de devenir tributaire de Bastia, tandis que, par la route du Nebbio, St-Florent conserverait ces mêmes avantages et gagnerait de plus de pouvoir devenir un port marchand, n'aurait pas de produits du Nebbio et même ceux de la Casinca dont le trop plein, destiné à l'exportation, pourrait prendre et prendrait certainement la route de St-Florent.

Mais en vérité, à l'état où se trouve la question, à quoi bon insister sur ce qui est évident aujourd'hui pour tous les esprits non prévenus? Puisque notre adversaire montre une confiance si

entière dans l'expérience des ingénieurs, et qu'il remet volontiers sa raison entre leurs mains, qu'il les consulte donc et il se convaincra qu'ils sont favorables à la route du Nebbio. Le gouvernement n'a pas voulu s'en tenir à l'avis de l'ingénieur babil qui dirige les travaux de notre arrondissement; il a envoyé un inspecteur général sur les lieux; ce dernier a tout vu, tout examiné par lui-même; il a écouté avec attention les réclamations qui lui étaient faites, et son opinion en résultat n'a pu être que favorable à l'exécution d'un projet sauvegardant tous les intérêts. Cette consultation, à laquelle nous renvoyons notre adversaire, sera de meilleur goût que cet appel solennel qu'il fait à une des gloires les plus illustres de notre armée et qui voudra, sans doute, réaliser le projet de Napoléon, la grandeur et la prospérité de St-Florent, en s'arrêtant à la route qui peut le mieux contribuer par sa direction, par les nouvelles communications qu'elle ouvre à St-Florent, à lui conserver le rang que l'Empereur voulait lui assurer.

Mais si l'on veut sérieusement le bien de St-Florent, il est une autre question bien autrement importante qu'il serait bon qu'on abordât et puisqu'on paraît jouir d'un crédit si grand (ce dont nous sommes loin de nous plaindre) auprès de M. le président du conseil, que ne plaide-t-on près de lui l'urgence de s'occuper du dessèchement du marais de St-Florent? Si l'on veut que St-Florent devienne un port dans la Méditerranée — et Dieu veuille qu'il en soit ainsi — il faut tout d'abord que l'on puisse vivre à St-Florent, que la marine puisse y stationner, une garnison y séjourner; il faut encore que St-Florent puisse s'agrandir, s'étendre et voir sa population s'augmenter. Voilà où est le mal de St-Florent. A diverses reprises nous avons traité cette question; nous avons rappelé que des plans de dessèchement avaient été ordonnés par le ministère, que des études avaient été faites et nous avons demandé ce qu'étaient devenus ces devis et ces estimations des dépenses à faire. Il est bien que la presse locale s'occupe de ces questions et les rappelle de temps à autre à l'attention du gouvernement auquel ses nombreuses préoccupations, excitées par d'autres intérêts non moins respectables, peuvent faire oublier ses anciens projets. Certes si M. de Gentile s'était trouvé au conseil général, il aurait pu donner à cet égard des renseignements précieux et rappeler par sa présence au conseil qu'un vote important et spécial restait à exprimer en faveur du projet du dessèchement du marais de St-Florent. Ce vote, au reste, a été





exprimé par notre Conseil général, non pas une fois mais plusieurs et a été encore renouvelé cette année. Insister ainsi sur les besoins du pays a bien aussi son mérite, dont l'esprit de parti seul n'aime pas à tenir compte. Il est beaucoup plus facile d'attaquer, à temps et à contre temps, que de tenir compte du bien qui se fait. Cet honorable membre aurait pu également se convaincre, en débattant la question de la route de ceinture, qu'il valait mieux pour St-Florent avoir trois débouchés, trois routes que de n'en avoir que deux, dont l'une serait impraticable pour les voitures, et un seul débouché sans importance et sans profit pour St-Florent.

Cette question du dessèchement de St-Florent, voilà ce qui importe à la prospérité et à l'avenir de St-Florent et voilà ce qui devrait exciter la verve de notre adversaire. Puisqu'il consent à aborder ces intérêts matériels si terribles, et si hautement corrompue pour le pays, selon lui, c'est-là une excellente occasion d'abandonner son système de renversement et de revenir sur l'abdication solennelle qu'il a faite de la part d'influence qu'il peut exercer sur les questions de travaux publics; comme il s'initie très vite à ces matières, nous ne désespérons pas de le voir résoudre en peu de mois cette grave affaire. Nous nous applaudirions dans l'intérêt de St-Florent, dont plus que personne nous désirons la prospérité, de voir qu'on voulait adopter cette résolution. Le gouvernement, surchargé d'affaires, a besoin d'être stimulé, de voir son attention réveillée. Peut-être que des compagnies se présenteraient pour faire ce travail à leurs risques et périls, moyennant une indemnité ou une concession des terrains desséchés; cette entreprise présenterait peut-être assez d'avantages pour que le gouvernement, tout en surveillant les travaux, abandonnât cette entreprise à l'industrie privée. Ce serait au moins le moyen de sortir promptement du triste état provisoire où languit St-Florent, et qui l'arrête dans son développement et sa prospérité. Dès lors St-Florent assaini, rattaché au Nebbio par une route facile, à Bastia par le prolongement de cette même route, à la Balagne par la route de ceinture, et à la Casinca par la route orientale, St-Florent serait véritablement placé dans une position unique, au fond de son golfe admirable, qui se rattacherait au continent français et italien: St-Florent verrait s'ouvrir devant lui un bel et riche avenir avec toutes les conditions pour en assurer la durée, et sortirait ainsi de cette impasse cruelle, où, sous prétexte de sa prospérité, on voudrait l'enfermer, le maintenant sans communications aisées avec le Nebbio, ne lui donnant au prix de sacrifices énormes que des communications difficiles avec Bastia, le condamnant ainsi à tirer toutes les ressources de lui-même; lui fermant tout commerce d'importation ou d'exportation — car à côté du port qu'on veut ouvrir, il faut des routes qui se prolongent et fassent arriver les denrées sur tous les points du territoire à la fois — voilà l'avenir qu'on rêve pour St-Florent. Ne vaudrait-il pas mieux dire une bonne fois qu'on veut sa ruine? Au moins on saurait à quoi s'en tenir.

Le voyage de M. le duc d'Aumale en Italie a révélé d'une manière plus particulière les vives sympathies que la France excite dans ce pays. A Rome surtout l'accueil fait au jeune prince, qui vient d'être investi du commandement de Constantinople, a été des plus vifs et des plus empressés. Lorsqu'il a paru au théâtre, bien que personne ne l'attendit, il a été salué, aussitôt qu'il a été reconnu, par des applaudissements spontanés et énergiques qui témoignaient de tous les sentiments de la population romaine. Dans les cour-

ses qu'il a faites à Rome, il a constamment trouvé sur son passage la foule qui l'accueillait avec le même empressement et la même cordialité.

Le changement de l'emplacement de la poste aux lettres n'a fait que rendre plus sensible l'inconvénient qui existe à ce qu'il n'y ait qu'une seule boîte aux lettres dans la ville de Bastia. L'étendue de notre ville, qui est presque toute bâtie en longueur, nécessite donc que la poste soit placée au centre de la ville et si cela ne peut avoir lieu, au moins serait-il facile d'obvier à cet inconvénient en plaçant deux boîtes supplémentaires dans deux endroits convenables. La chambre de commerce de Bastia s'est adressée à ce sujet à l'administration des postes, et nous ne doutons pas qu'une réclamation aussi fondée ne soit accueillie avec empressement et d'une manière favorable.

Les journaux de Paris annoncent que l'ouverture de la session législative de l'année 1844 aura lieu le 26 décembre prochain.

**TABLEAU des affaires criminelles portées aux assises du 4<sup>e</sup> trimestre de 1843, qui s'ouvriront à Bastia le 27 novembre, sous la présidence de M. Stefanini, conseiller.**

Lundi 27 novembre. Mozziconacci, Antoine-Dominique, de Zicavo. — Tentative de meurtre. — Complicité de meurtre.

Mardi 28. Peretti Pascal, de Bastelica. — Complicité de meurtre.

Mercredi 29. Abrani Pierre-Toussaint, de Zalana. — Meurtre.

Id. Tramonio Pompée, de Sartene. — Blessures graves.

Judi 30. Antolini Joseph, d'Albertacce. — Tentative de meurtre.

Id. Perinetti Joseph-Marie, de Pianello. — Tentative de meurtre.

Vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Stefani François-Xavier, de Brustico. — Assassinat.

Id. Casanova Jean-André, de Casanova. — Meurtre.

Samedi 2. Antonmarchi Antoine-Marie, de Sorbo. — Meurtre.

Id. Giudicelli Pierre-Paul, de Bocognano. — Tentative de meurtre.

Lundi 4. Giammarchi François, de Castirla. — Tentative d'assassinat.

Id. Brandizi Joseph-Louis, de Novale. — Meurtre.

Mardi 5. Paoli Pierre-Marie, de Castineta. — Assassinat.

Mercredi 6. Crudeli Joseph, de Cutoli et Corticchiato. — Meurtre.

Id. Perinetti Ours-André, de Zalana. — Tentative de meurtre.

Judi 7. Ferucci Jean-Toussaint, de Bocognano. — Meurtre.

Id. Alfonsi Ottobriano, de Lucciana. — Complicité d'enlèvement de mineurs.

Vendredi 8. Canale Eugène, de Canale. — Meurtre.

Id. Delfino Dominique-Antoine et Tancredi Xavier, de Coggia. — Complicité d'enlèvement de mineurs.

Samedi 9. Leca Dominique, d'Orto. — Tentative de meurtre.

Lundi 11. Massimi François-Marie, d'Orto. — Tentative d'assassinat.

Mardi 12. Giovannetti François, de Corte. — Tentative de meurtre.

Mercredi 13. Tomasi Suzzone, d'Isolaccio de Prunelli. — Meurtre.

Judi 14. Cotonni Pancrace de Quasquara et Grossetti Benoît, d'Alajaccio. — Faux en écriture publique et complicité de ce crime.

— Par une décision en date du 31 octobre dernier, M. le ministre de l'agriculture et du commerce a accordé, sur la proposition de M. le préfet de la Corse, un secours de 2000 fr. en faveur de divers habitants de ce département qui ont été victimes d'événements malheureux.

— Par une ordonnance royale en date du 11 de ce mois, M. Filidoro a été nommé commissaire de police à Ajaccio, en remplacement de M. Roux, appelé aux mêmes fonctions à Banyuls-sur-Mer (Pyrenées-Orientales).

## Nouvelles Diverses.

— Par ordonnance du roi en date du 6 :

M. le comte Bresson, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi près S. M. le roi de Prusse, a été nommé ambassadeur près S. M. la reine d'Espagne.

M. le comte de Salvandy, ambassadeur près S. M. la reine d'Espagne, a été nommé en la même qualité auprès de S. M. le roi de Sardaigne.

M. le marquis de Dalmatie, ambassadeur près S. M. le roi de Sardaigne, a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Prusse.

— On croit que M. Bresson partira pour Madrid dans les premiers jours de décembre seulement. Ce retard est occasionné par certains préparatifs que nécessite le changement de résidence et par l'éclat tout particulier que le ministre entend donner à une ambassade qui est toujours pour la couronne de France une ambassade de famille. M. de Salvandy est parti pour se rendre à son poste, mais il reviendra à Paris pour assister à l'ouverture de la session.

— Nous apprenons que le roi, touché de l'état de dévouement dans lequel se trouve la mère d'Alibaud, a fait parvenir au maire de Marseille une somme d'argent destinée à soulager cette infortunée, avec promesse de nouveaux secours. (Nouvellette de Marseille.)

— Les réfugiés espagnols qui habitent notre ville, dit le *Journal de l'Ouest* qui se publie à Nantes, viennent de recevoir la nouvelle que Charles V voulant mettre un terme aux dissensions qui désolent l'Espagne, s'est décidé à abdiquer en faveur de son fils le prince des Asturies, qui régnera sous le nom de Charles VI; ce jeune roi épousera sa cousine qui conservera le titre de reine et s'appellera Isabelle II.

— M. le vice-amiral de Mackau, ministre de la marine, vient de décider qu'à l'avenir les capitaines de vaisseau seront admis à la retraite à l'âge de 60 ans, les capitaines de corvette à l'âge de 58 ans, et les lieutenants et enseignes de vaisseau à l'âge de 55 ans.

ANGLETERRE. — Une adresse à la reine, pour demander le renvoi du ministère, va être présentée par chaque paroisse d'Irlande. O'Connell vient de publier une nouvelle adresse au peuple irlandais. Les forces militaires actuellement en Irlande se composent de 23,300 hommes de toutes armes, cinq régiments vont être ajoutés à cet effectif.

— On écrit de Rome, le 4, à la *Gazette d'Augsbourg* :

« Le duc d'Aumale a pris congé du pape après avoir sollicité en son nom et au nom de la reine des Français, son auguste mère, la grâce des individus compromis dans les derniers soulèvements. L'audience a duré deux heures. Le prince vient de partir pour Naples après avoir répandu ses largesses sur les pauvres de la capitale du monde chrétien et décoré de la légion d'honneur son cicerone, le chevalier Visconti. Cette décoration est en diamants. »

— Nous lisons dans le *Standard* : « Le bateau à vapeur *Hibernia*, nous a apporté des nouvelles de New-York jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> novembre. L'amiral anglais Nicholas a déclaré qu'il ne reconnaît pas la prise de possession des îles de la Société par les Français qu'après que la reine Victoria lui aurait donné des ordres à cet égard. Cet amiral a dit que l'Angleterre ne voulait point attribuer un monopole dans les îles de la mer du Sud, mais qu'elle ne permettrait pas qu'une autre puissance s'y attribue une influence exclusive. Voilà un langage bien clair et il faudra bien que la France se soumette à un évènement de grande importance. »

— Des lettres récemment arrivées des frontières de la Pologne annoncent la publication d'un ukase relatif aux provinces polonaises incorporées à la Russie. Il est ordonné aux habitants qui professent la croyance catholique d'embrasser la religion grecque ou de quitter le pays avant 1845. Le délai expiré, les biens des réfractaires seront confisqués.

A part la difficulté de vendre dans un temps aussi limité, la concentration des propriétés entre les mains de la noblesse rend la vente impossible. Il n'y aurait d'acheteur qu'elle-même.

Les grandes familles de ces provinces sont donc placées dans l'alternative de la ruine, de la confiscation et de l'exil, ou celle de l'apostasie. Plus tard cette mesure doit être appliquée à la Pologne proprement dite que Nicolas veut morceler.

— On sait que plusieurs des Italiens qui se sont trouvés enveloppés dans la dernière insurrection de Bologne ont cherché un refuge en Corse. Un journal annonce que le ministère vient d'expédier l'ordre de les faire interner à Châteaufort.

ORIENT. — M. de Bourqueney a encore eu un affaire à démêler avec le Divan : un négociant français d'Alep, M. Bernier, avait été cruellement maltraité chez lui par une bande de Turcs qui avaient violé son domicile, à propos d'un démêlé que l'un d'eux avait eu avec lui le jour même; des plaintes faites par notre consul au gouverneur d'Alep n'ayant eu aucun succès, attendu que les coupables niaient le fait et appuyaient leurs dénégations des serments les plus solennels, l'affaire fut renvoyée à Constantinople. M. Bourqueney remit aussitôt une note extrêmement ferme pour exiger une réparation que le Divan lui a accordée presque sur le champ.

— Le pavillon autrichien vient de recevoir une insulte grave à Constantinople : on était occupé à décharger des marchandises d'un navire autrichien, lorsque la populace turque agglomérée sur le quai, se mit à proférer des paroles injurieuses contre les hommes de l'équipage; l'un de ces derniers, homme d'une face athlétique, repoussa ces insolents et en renversa un d'un coup de poing. Aussitôt la populace s'élance sur le navire, arrache le pavillon, le porte sur le rivage, le foule aux pieds et le traîne dans les rues. Il n'est pas douteux que l'ambassadeur d'Autriche ne demande et n'obtienne réparation d'un outrage aussi grossier.

AMÉRIQUE. — Le pavillon anglais a été insulté dans le Mexique par Santa-Anna. Voici en quoi consiste cette insulte : Le 27 juillet, jour anniversaire d'une victoire remportée par les Mexicains, on avait composé des trophées de drapeaux, pris dans divers combats, et parmi lesquels figurait l'*Union Jack* d'Angleterre. En apercevant le pavillon britannique ainsi placé, le chargé d'affaires anglais, sir Percy Doyle, demanda qu'il fût amener, Santa-Anna s'y refusa. Depuis, sir Percy demanda des explications au gouvernement mexicain, qui les refusa, et il suspendit toutes rela-

tions en attendant les ordres de son gouvernement.

— On écrit de Florence, le 26 octobre :

« Avant-hier matin, à quatre heures, nous avons éprouvé, dans l'espace d'une heure, deux légères secousses de tremblement de terre; la première a duré sept secondes. Le mouvement était ondulatoire. A la seconde secousse, bien que le vent fût calme, le ciel était couvert de nuages et l'atmosphère chargée de vapeurs. Cette nuit, il y eut encore une secousse, mais elle a été moins violente. Ce matin, la pluie tombait à torrents. Ces secousses ont été violemment ressenties dans les Apennins. » (Gazette d'Augsbourg.)

M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture, qui prend un si vif intérêt au progrès de l'industrie, a visité l'usine hydraulique de Noisiel (Seine et Marne), il était accompagné de M. Paganet, secrétaire général du Ministère, et de M. Senne, Directeur du commerce intérieur et des manufactures; M. de Moirant, Préfet du Département, s'était rendu à cette réunion. M. le Ministre a examiné l'usine dans tous ses détails avec un grand intérêt et a témoigné à M. Menier, (1) qui est le fondateur, sa satisfaction pour l'état de perfection et la bonne tenue de cet établissement.

— M. Pariset, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine, et membre du conseil supérieur de santé du royaume en rendant compte des bons résultats qu'il a obtenus dans l'emploi de la Pâte pectorale balsamique de REGNAULD, pharmacien, rue Caumartin, 45, terminait ainsi sa déclaration : « C'est sans doute au choix des substances qui la composent, et surtout au mode particulier que M. F. REGNAULD emploie pour la confectionner, que doit être attribuée sa supériorité manifeste sur les autres pectoraux connus jusqu'à ce jour. » Un dépôt de cette précieuse pâte est établi dans toutes les villes.

(1) Aujourd'hui si avantageusement connu par ses beaux produits et surtout par son chocolat.

## Espagne.

Madrid, 8 novembre.

Aujourd'hui, les deux corps législatifs, réunis dans la salle du congrès, ont déclaré la majorité de la reine (sur 209 votans, 193 ont été pour et 16 contre).

On a procédé ensuite à la nomination d'une grande députation qui devait se transporter au palais et annoncer à S. M. que les cortès venaient de la déclarer majeure. Dans cette séance, le marquis de Tabuena et M. Crooke, qui, tous deux, avaient voté contre la loi, ont déclaré qu'ils se rangeaient au nombre des sujets les plus fidèles de la reine Isabelle, et seraient des premiers à déposer au pied du trône leurs hommages et leurs félicitations.

Le général Narvaez, en sortant de la salle, a été l'objet d'une espèce d'ovation.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, 13 novembre.

La reine Isabelle II a prêté son serment, le 10, devant les deux chambres réunies au sénat.

S. M. a été accueillie partout avec le plus vif enthousiasme.

— On lit dans le *Journal de Toulouse* :

« Les nouvelles de Barcelone du 12 ne nous annoncent aucun fait remarquable. Les insurgés travaillent toujours à augmenter leur travail de défense. De nouveaux renforts sont arrivés le 11 au quartier général de Sanz, ce qui porte le nombre de ses bataillons à 10. Ces troupes ont occu-

pé le village de Bascara, et autres des bords du Fluvia. Amettler a pris des mesures énergiques pour arrêter la désertion; il a donné des ordres pour approvisionner le fort de Figuières, et déclaré qu'il ferait passer par les armes quiconque parlerait mal de la junte centrale. Un détachement d'insurgés occupe la Junquera. »

— Dans le *Phare des Pyrénées* du 10, on lit :

« Le capitaine-général n'ayant pas accepté les propositions d'Amettler pour la reddition de Gironne, les hostilités ont été au moment de recommencer. On ne veut accorder aux insurgés de Gironne d'autre capitulation que celle arrêtée par le général Concha à Saragosse. Enfin Amettler, comprenant combien sa position était fautive, a signé une convention en vertu de laquelle les troupes de la reine ont dû occuper la place de Gironne et le fort d'Hostalrich. Les garnisons insurgées devront se rendre au château de Figuières, où elles promettent de déposer les armes dans le délai de cinq jours. — Les nouvelles de Barcelonne, à la date du 7, portent que la ville était livrée à la plus grande confusion. La junte et les principaux chefs de l'insurrection, craignant la fureur des révoltes, n'osaient parler de capitulation, et cherchaient à se dérober par la fuite aux dangers de leur position. Tout annonce que cette ville, dévorée par l'anarchie, est à la veille de se soumettre au gouvernement. »

— Les troupes de la Reine ont occupé la place et les forts de Gironne, le 8 au matin. Le même jour, à quatre heures du soir, Amettler et Ballera sont entrés au fort de Figuières avec environ 2,500 insurgés; un bataillon d'infanterie et 150 cavaliers de la division Prim ont accompagné les insurgés jusqu'à Figuières, où ils étaient autorisés par la capitulation à se retirer.

— La diligence de Figuières, arrivée le 10 à Perpignan, a apporté la nouvelle de la reddition de Gironne qui s'est effectuée le 9, à 8 heures du matin, ainsi qu'on l'a appris par le télégraphe. Au départ de la diligence, les insurgés du fort de Figuières ne paraissent aucunement de faire leur soumission.

Des chariots stationnent sur les places de Gironne pour charger les bagages des centralistes et les transporter à Figuières. 400 hommes ont déjà pris les devants. Ballera et Amettler n'attendent plus, pour quitter la place, que la réponse à un message qu'ils ont adressé au commandant du fort de Figuières.

ESPAGNE. — Le ministère s'étant empressé, comme il était de son devoir, d'offrir à la reine sa démission dès que la majorité de S. M. a été proclamée par les chambres, la reine, comme on s'y attendait, a gracieusement refusé cette démission. Dans la dernière séance des cortès, plusieurs députés qui étaient absents lors du vote, se sont empressés de demander que leur adhésion fût consignée au procès-verbal; puis, à l'unanimité, la chambre a adopté la proposition suivante : « Le congrès déclare que le gouvernement provisoire a bien mérité de la nation pour avoir opéré la réconciliation de tous les Espagnols et sauvé le trône et la constitution, et que les ministres qui composent le gouvernement provisoire méritent la confiance du congrès. »

La reine a répondu aux félicitations de la municipalité constitutionnelle : « Je reçois avec la plus vive satisfaction l'expression que vous me transmettez des sentiments de dévouement de la population de Madrid, tant à cause de l'attachement tout spécial que je lui porte, qu'à cause de son importance comme capitale de la monarchie constitutionnelle. Je désire bien sincèrement que mon règne, qui sera consacré au bonheur de la nation, soit particulièrement utile à la prospérité et à la grandeur de la ville de Madrid. »



LIBRAIRIE DE FIANI FRÈRES.

En vente : Prix 1 fr. 50 cent.

**CANTI POPOLARI CORSI**

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica corsa di Gio: Vito GEMELLI.

MARIUCCIA DI VICO.

**ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX**

DE L'HISTOIRE

DE LA PHILOSOPHIE,  
DE LA LITTÉRATURE ET DES ÉVÉNEMENTS PUBLICS.

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RÉCULÉS JUSQU'À NOS JOURS.  
Avec un Appendice supplémentaire sur l'histoire du droit, de la théologie, des sciences et des arts.

Ouvrage composé de tableaux et de texte, soumis à l'approbation du conseil royal de l'instruction publique pour l'usage des élèves, dans les classes de philosophie, de rhétorique et d'histoire, et pour celui des aspirants au baccalauréat des lettres et des étudiants dans les facultés, par M. GAYEN-ARNOULT, professeur de philosophie à la faculté des lettres de Toulouse, 2 vol. in-4° sur deux colonnes, divisé en trois parties ou cinq cahiers, 30 fr.

Ouvrages à 40 centimes le volume.

VICTOR ou L'ENFANT DE LA FORÊT, par Ducray Duménil, 4 vol.  
LE TOMBEAU, par Anne Radcliffe, 2 vol.  
FÉLIX et PAULINE, 2 vol.  
PAUL et VIRGINIE, 2 vol.  
ESTELLE et NEMORIN, 1 vol.  
ÉLISABETH ou LES EXILÉS EN SIBÉRIE, 1 vol.  
LES ORPÈHRES DU HAMRAU, 4 vol.  
NOUVELLES NOUVELLES DE FLORIAN, 1 vol.  
GONZALVE DE CORDOUE, 3 vol.  
GALATÉE, 1 vol.  
ROBINSON CRUSOE, 2 vol.  
Lettres choisies de M<sup>me</sup> Sévigné, 3 vol.  
LA HENRIADE DE VOLTAIRE, 1 vol.  
CONTES DE LA FONTAINE, 2 vol.

PREMIER AVIS.

**Octrois Municipaux.**

Villes de St-Florent et de Cervione.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, donne avis, qu'il sera procédé le 20 décembre 1843, à midi précis, dans la salle des Mairies de St-Florent, et de Cervione, par le Sous-Préfet susdit, ou par un délégué, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérissable à titre de bail à ferme des droits d'Octroi Municipal de chacune des dites villes pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1844, et finiront le 31 décembre 1846.

Les droits sont établis sur les boissons et les comestibles.

La première mise à prix est fixée, savoir :  
Pour l'Octroi de St-Florent — 1,175 fr.  
Pour celui de Cervione — 850 »

On n'admettra aux enchères que les personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire

sur le tableau des candidats auront obtenu du Maire respectif, quatre jours avant l'adjudication un certificat d'admission, sauf le recours au Préfet. Aucune personne attachée aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque sur l'administration des octrois ne pourra être adjudicataire ni associé de ceux qui le seront, sous peine de résiliation, et de tous dommages et intérêts.

Ne pourront pareillement être admis aux enchères, ceux qui font commerce de quelque un des objets compris aux tarifs.

Les cahiers des charges, clauses et conditions sont déposés aux secrétariats des Mairies de Cervione et de St-Florent et de la Sous-Préfecture de Bastia, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront, ainsi que des renseignements qu'elles pourront désirer, tant sur le montant des produits, que sur la nature et la qualité des objets imposés.

Fait à Bastia le 20 novembre 1843.

Pour le Sous-Préfet en congé,

Le Maire de Bastia délégué,

Signé : CASEVICHIE.

**ADMINISTRATION DES POSTES.****AVIS AU PUBLIC.**

Le public est prévenu que le jeudi 23 novembre à 3 heures après midi, il sera procédé dans les bureaux de l'Agence des Paquebots de l'Etat, Rue St-Jean à Bastia, à l'adjudication au rabais de la fourniture des vivres nécessaires aux équipages des Paquebots français de l'Administration des Postes pour l'année 1844.

A cet effet des soumissions cachetées pourront être déposées dès ce moment, dans les Bureaux de l'Agence des Paquebots Rue St-Jean à Bastia, ou elles seront reçues jusqu'à midi jeudi 23 novembre et où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges et du modèle de soumission.

Bastia, le 12 novembre 1843.

L'Agent du service des Paquebots,

L. COULY.

**AVIS**

M. SALICETI, Marchand Tailleur à Bastia arrivant de Paris, vient d'apporter un très bel assortiment en draperies et nouveautés, en même temps que la draperie et les boutons pour les élèves du Collège Royal de Bastia.

**AVIS AUX CAPITALISTES.**

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux :

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus, au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

**CAUTÈRES.****LES POIS LEPERDRIEUX**

Elastiques, adoucissants à la guimauve suppuratifs au garou, provoquent une suppuration régulière et facile sans causer de souffrance. — Faubourg Montmartre, 78 à Paris, et dans les principales pharmacies, notamment chez M. GIRALDY, à Bastia.

**EAU CHIMIQUE**

DE L'INVESTION

**DE M. LOB,**

Chimiste distingué d'Allemagne, demeurant à Paris, galerie Vivienne, 13.

Cette EAU CHIMIQUE, extraite de plantes salutaires, à la faculté merveilleuse de donner aux têtes malades et sensibles, toute la vigueur et santé, en nourrissant si bien le système capillaire, que tous les cheveux RENAISSENT et SE-PAISSISSENT en un ou deux mois, même sur les têtes qui en étaient privées depuis plus de vingt années, ce qui est constaté par une infinité de succès et de témoignages délivrés par les personnes les plus respectables (je les communiquerai aux personnes qui voudront en prendre connaissance); mais comme on sait que le charlatanisme s'appuie souvent sur des certificats dus à la complaisance ou arrachés par l'importunité, j'aime mieux laisser chacun comparer lui-même et juger, en lui donnant toute la garantie possible. Ainsi, les personnes qui douteraient de l'efficacité de mon Eau chimique, peuvent en obtenir gratis, en convenant à l'avance d'un prix, qu'elles paieront si le remède produit son effet.

La chute des cheveux s'arrête à l'instant et ils ne grisonnent plus. Les envoies font contre remboursement au mandat de poste. (Lettre affranchie.)

Le flacon se vend 5 fr.; à chaque flacon est jointe une note explicative pour l'usage à faire de l'Eau chimique.

**MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA**

Du 16 au 22 novembre 1843.

**ARRIVÉES.**

Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battestini, pass.  
Lerici. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci, pass.  
Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, blé.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi, passag.  
Gênes. bouf Jésus-Marie, c. Figalo, riz et pâtes.  
Marseille. bombardier Jeune-Octavie, c. Bocognano, diverses.  
Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.  
Livourne. b. à vap. Golo, c. Battesti, passagers.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi, passag.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

**DÉPARTS.**

Rio. trincadour St-Catherine, c. Regini, lest.  
Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battesti.  
Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.  
Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci.  
Marseille. b. à vap. Pauline, c. Guaitella, diver.  
Livourne. b. à vap. Sébastiani, c. Valzi.  
Marseille. brick-goëlette Conception, c. Marinetti, bois.  
Naples. balancelle St-François, c. Palomba, anguilles.  
Naples. balancelle St-Philippe, c. Godino, ang.  
Naples. balancelle St-Henri, c. Mattareso, anguil.  
Marseille. brick-goëlette Ville de Bastia, c. Valzi, bois.  
Bonifacio. bouf Conception, c. Lequent, div.  
Solenzara. mistick Pipi, c. Guaitella, chaux-vive.  
Toulon. chasse-maree Baptiste, c. Pesette, lest.  
Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.  
Livourne. bat. à vap. Golo, c. Battesti.  
Lerici. bat. à vap. Sébastiani, c. Valzi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

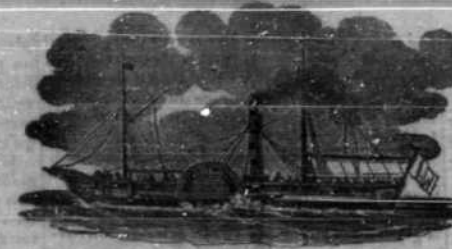
BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEBLOUVIER et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 90  
Pour l'étranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

**Bastia.**

DE L'HUILE DE SÈSME, ET PROTECTION À ACCORDER AUX HUILES D'OLIVE.

Depuis quelques années, une nouvelle plante d'un rendement très abondant et d'une culture très facile se présente sur nos marchés et menace sérieusement de faire une concurrence mortelle aux huiles d'olive que produit le midi de la France et la Corse. L'huile de sésame, par ses qualités nombreuses dont elle jouit, peut remplacer et remplace déjà en partie les huiles d'olive pour la confection des savons, et elle peut aussi la remplacer même pour les besoins de l'alimentation. Ainsi elle répond à toutes les exigences et par la même attaque dans leur moyen d'existence, en faisant une guerre ruineuse à leurs produits, plusieurs départements méridionaux, dont le sol est cependant tout à fait convenable à la culture de l'olivier. Ce serait donc une branche considérable de l'agriculture et de l'industrie française qui entrerait en souffrance, si le gouvernement ne prenait des mesures pour remédier aux inconvénients que nous signalons et qu'ont déjà signalés à la tribune législative les députés du Var et plusieurs organes de la presse quotidienne. Nous concevons à merveille que, quand un pays manque d'un produit important et nécessaire, il s'adresse à l'étranger, qu'il en accueille l'importation avec empressement; mais quand il jouit lui-même de ce produit, que son agriculture le lui fournisse en abondance et qu'elle pourrait le lui fournir avec plus d'abondance encore, nous concevons difficilement qu'on veuille encourager l'industrie étrangère aux dépens de l'industrie nationale et que notre propre pays supporte les frais d'une protection exorbitante accordée à des produits similaires étrangers. Nous ne demandons pas que les douanes deviennent une barrière infranchissable de pays à pays; nous savons tout ce qu'il y a de dangereux et de funeste dans un pareil système, qui isole et condamne le pays, qui le subit, à végéter misérablement dans le triste état d'immobilité qu'on lui a fait; mais entre un système étroit et un système de sage protection et de légitimes concessions, il y a un espace immense à parcourir, qui permet de satisfaire à la fois les intérêts de l'industrie et du commerce de l'intérieur, sans compromettre ceux qu'ils peuvent avoir avec le dehors.

La progression toujours croissante de l'importation de l'huile de sésame a donc, comme cela devait être, inspiré de vives inquiétudes aux députés du midi. La Corse, dont la production en huile est considérable, production qui chaque année prend de nouveaux développements, s'est sentie elle aussi frappée dans ses intérêts les plus vivaces et, à son tour, elle a élevé la voix et fait entendre ses justes doléances au gouvernement. Le Conseil général, dans la dernière session, quoiqu'on ait prétendu le contraire pour satisfaire sans doute un étroit intérêt de rancune mesquine, et qu'on ait persisté dans son acécisation, bien que la rectification eût été suffisante pour toute feuille non décidée à faire son siège d'avance; le Conseil général de la Corse a déjà réclamé et la Chambre de commerce de Bastia s'est saisie à son tour de cette question et se propose d'adresser un mémoire détaillé à ce sujet à M. le Ministre du commerce et de l'agriculture. Nous ne pouvons qu'applaudir à une résolution de ce genre et nous espérons que ces réclamations, jointes à toutes celles qui ont déjà été faites ailleurs, exciteront vivement l'attention du gouvernement et qu'il s'occupera enfin de porter remède à une situation qui, si elle continuait, ternirait dans notre pays l'une des sources les plus puissantes de son activité et de sa production.

La Corse, au reste, se trouve dans d'excellentes conditions pour nous n'osons dire la culture, mais au moins la récolte de l'olive. La nature, à elle seule, en fait à peu près tous les frais et son climat à température contribue puissamment à assurer cette récolte contre les chances, ruineuses ailleurs, des intempéries des saisons. L'hiver si rigoureux de 1821 qui, partout, exerça de si tristes ravages, se fit à peine sentir en Corse; non seulement l'olivier résista à ces froids opiniâtres, mais le citronnier, d'une nature plus délicate, triompha lui aussi de ce rude hiver. Notre climat convient donc parfaitement à la culture de l'olivier, en même temps que la nature du sol lui-même permet d'utiliser pour cette culture des terrains qui, sans l'olivier, deviendraient ou resteraient à peu près stériles. On le voit donc, la prospérité de notre île tient essentiellement à l'olivier; non seulement il faut que les plantations actuelles soient encouragées, protégées et mises à l'abri d'une concurrence redoutable, mais il est vivement à désirer que la protection légitime, que nous réclamons, étende de plus en plus cette culture chez nous, afin que par elle on arrache à la stérilité des masses considérables de terrains qui ne peuvent recevoir d'autre culture avantageuse que celle de l'olivier.

L'abondance de la production, qui serait le résultat de cette protection, aurait pour résultat de maintenir les prix de vente à un taux raisonnable et ce ne seraient pas ainsi les consommateurs qui paieraient les frais de la protection dont nous parlons.

Nous ne pouvons entrer ici dans toutes les considérations économiques que soulève cette importante question : la chambre de commerce de Bastia le fera avec plus d'opportunité et de convenance que nous ne le pourrions faire nous-mêmes. Nous avons voulu seulement prévenir l'opinion publique que les intérêts du pays n'étaient pas abandonnés et que la nouvelle chambre de commerce de Bastia prenait au sérieux la mission délicate qui lui est confiée. Nous ajouterons, pour l'appuyer autant qu'il est en nous, qu'elle ne se propose pas seulement de demander la protection contre un produit étranger, mais qu'elle a l'intention de solliciter du gouvernement une mesure qui aide à propager chez nous la culture de l'olivier. Se reposer seulement sur la protection, c'est un système vicieux, car il encourage la routine et personne ne gagne à ces traditions étroites qui arrêtent et entravent la production. Il faut encore que les idées de progrès, d'efforts et de tentatives nombreuses pour améliorer viennent se joindre à cette protection, pour que celle-ci conserve son vrai caractère qui est de faire avancer l'industrie nationale et non de lui créer des monopoles ruineux pour le pays et pour elle aussi à un certain point de vue. La chambre de commerce de Bastia demande donc que le gouvernement établisse en Corse une pépinière qui permettrait aux agriculteurs de se procurer de jeunes plants et d'étendre ainsi leur culture, ce qu'ils ne peuvent faire aujourd'hui par le manque absolu où ils se trouvent de ces jeunes plants. Ajoutons encore que cela ne suffit pas, mais qu'il serait vivement à désirer que les meilleures méthodes de culture fussent recommandées, encouragées. La culture et la récolte de l'olivier sont encore, dans beaucoup de localités, abandonnées à une routine fâcheuse, qui fait perdre aux produits de cet arbre si précieux une portion de son rendement et de sa qualité. Il faut donc que la concurrence de l'huile de sésame, qu'il serait à désirer de voir frappée d'un droit correspondant à son rendement, à ses supériorités avantageuses, soit la pour stimuler nos cultivateurs et nos propriétaires. Les lois peuvent sans doute beaucoup pour les protéger, mais cette protection ne doit être qu'une aide et ce n'est qu'en faisant mieux que par le passé qu'on méritera véritablement







— Une lettre d'Honolulu, 26 juillet, annonce au *New-York Herald*, que l'amiral français Dupetit-Thouars a tout-à-fait renversé l'œuvre des capitaines anglais Thompson et Nicolas, et forcé le pavillon haïtien à descendre pour faire place au pavillon français.

— On lit dans le *Dublin Monitor* :

La ligne du chemin de fer atmosphérique de Kingston à Dalkey est terminée. Elle sera ouverte au public lundi, 20 courant. Les entrepreneurs n'attendent plus, pour l'inauguration, que l'inspecteur général des chemins de fer. Des essais ont été faits jeudi, dans des périodes variant de 3 minutes 1/2 à 4 minutes.

ANGLETERRE 15 novembre. — Le parlement s'est assemblé hier *pro forma* pour entendre la lecture de l'acte qui le proroge au 19 décembre prochain.

— Le 13, la cour du hanc de la reine s'est assemblée à Dublin pour prononcer sur trois incidents de l'affaire O'Connell. La cause a été continuée au lendemain. On dit qu'un des accusés n'invoque pas moins de trente mille témoignages.

Le *Cork Examiner* dit que des prières et des neuvaines sont faites dans tout le royaume pour la conservation de la paix dans les circonstances actuelles.

Des nouvelles de Dublin annoncent au *Sun* qu'O'Connell est souffrant et qu'on l'engage à changer d'air. Il s'est rendu seulement à la maison de campagne de son fils John O'Connell, située à quelque milles de Dublin.

AMÉRIQUE. — On a reçu des lettres de Buenos-Ayres jusqu'au 30 août, elles annoncent, en date du 28, la nouvelle officielle de la défaite de Medina, général montevideño, par Nanez, général de Buenos-Ayres. On attendait avec anxiété de savoir si le gouvernement anglais reconnaît ou non le blocus de Montevideo, et l'on regrette beaucoup que les avis d'Angleterre n'apprennent rien à ce sujet.

— Une insurrection, ayant à sa tête l'ex-président Torrice, a éclaté au Pérou. Vivanco le président actuel, a immédiatement envoyé des forces par le steamer anglais *Pera*, et, après une légère escarmouche, les insurgés ont été défaits.

A la date du 14 août, la Bolivie menaçait le Pérou d'une guerre, et à chaque instant on attendait la déclaration des hostilités. Les ports de Cobija et d'Arica étaient bloqués, pour empêcher l'entrée des munitions de guerre dans la république bolivienne.

— Les correspondances de Vera-Cruz, du 1<sup>er</sup> octobre, annoncent que les négociations ouvertes entre Yucatan et le Mexique n'ont amené aucun résultat, et que Santa-Anna est décidé à reconquérir de nouveau la force des armes, malgré l'insuccès de sa première tentative. Il va réunir, dit-on, un force de dix mille hommes à Jalapa.

## DEUXIÈME AVIS.

## Octrois Municipaux.

Villes de St-Florent et de Cervione.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, donne avis, qu'il sera procédé le 30 décembre 1843, à midi précis, dans la salle des Mairies de St-Florent, et de Cervione, par le Sous-Préfet susdit, ou par un délégué, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur à titre de bail à ferme des droits d'Octroi Municipal de chacune des dites villes pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1844, et finiront le 31 décembre 1846.

Les droits sont établis sur les boissons et les comestibles.

La première mise à prix est fixée, savoir :  
Pour l'Octroi de St-Florent — 1,175 fr.  
Pour celui de Cervione — 850.

On n'admettra aux enchères que les personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats auront obtenu du Maire respectif, quatre jours avant l'adjudication un certificat d'admission, sans recours au Préfet.

Aucune personne attachée aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque sur l'administration des octrois ne pourra être adjudicataire ni associée de ceux qui le seront, sous peine de résiliation, et de tous dommages et intérêts.

Ne pourront pareillement être admis aux enchères, ceux qui font commerce de quelque un des objets compris aux tarifs.

Les cahiers des charges clauses et conditions sont déposés aux secrétariats des mairies de Cervione et de St-Florent et de la Sous-Préfecture de Bastia, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront, ainsi que des renseignements qu'elles pourront désirer, tant sur le montant des produits, que sur la nature et la qualité des objets imposés.

Fait à Bastia le 20 novembre 1843.

Pour le Sous-Préfet en congé,

Le Maire de Bastia délégué,

Signé : CASREYECCHIE.

LIBRAIRIE DE FIANI FRÈRES.

En vente : Prix 1 fr. 50 cent.

## CANTI POPOLARI CORSI

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica Corsa di Gio: VITO GRIMALDI.

Intitolata :

MARIUCCIA DI VICO.

## VOCABOLARIO

USUALE TASCABILE

DELLA

## LINGUA ITALIANA

DI

ANTONIO BAZZARETTI

SECONDA EDIZIONE CORRETTA E AUMENTATA

Un volume in-16° piccolo.

PREZZO FR. 3.

Ouvrages à 40 centimes le volume.

VICTOR ou L'ENFANT DE LA FORÊT, par Ducray Dumail, 4 vol.

LE TOMBEAU, par Anne Radcliffe, 2 vol.

FÉLIX et PAULINE, 2 vol.

PAUL et VIRGINIE, 2 vol.

ESTELLE et NEMORIN, 1 vol.

ÉLISABETH ou LES EXILÉS EN SIBÉRIE, 1 vol.

LES ORPHELINS DU HAMEAU, 4 vol.

NOUVELLES NOUVELLES DE FLORIAN, 1 vol.

GONZALVE DE GORDOUR, 3 vol.

GALATÉE, 1 vol.

ROBINSON CRUSOE, 2 vol.

Lettres choisies de M<sup>me</sup> Sévigné, 3 vol.

LA HENRIADE DE VOLTAIRE, 1 vol.

CORTÈS DE LAFONTAINE, 2 vol.

Médaille d'honneur.

VÉSICATOIRES, CAUTÈRE  
LE PERDRIEL

avec les Taffetas, Compresses, Poils Elastiques, Serre-bras, etc., de Le Perdriel pharmacien breveté, faubourg Montmartre, 78, le médicament est simple, propre, commode et économique, sans douleur ni démangeaison. — Dans principales pharmacies, notamment chez M. RAET, pharmacien à Bastia.

L'EAU O'MÉARA CONTRE LE  
MAUX DE DENTS

autorisée par ordi : Royale, calme les plus vives douleurs, détruit la carie et évite les maladies auxquelles la bouche est assujettie. (1 fr. 75 le flacon) Dépôt chez M. GIRALT pharmacien.

## AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Franc sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres ou

bons :

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins.

De la Dette de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus.

au taux de la bourse. — Les prospectus français le tableau des remboursements, etc. et tous renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

## AVIS

Dans la nuit du 24 au 25 novembre a été perdu, sur la route de Corte à Caporalino, une cote de Voltigeur Corse. La personne qui l'a trouvée est priée de la remettre au détachement des Voltigeurs Corses le plus à proximité. Une récompense est offerte à la personne qui la restitue.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 23 au 29 novembre 1843.

## ARRIVÉES.

Marseille, bk-goël. Corse, c. Valzi, diverses.  
Livourne, bat. à vap. Golo, c. Battestini, pas.  
Livourne, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, pas.  
Livourne, bk-g. Assomption, c. Belgodere, b.  
Livourne, mistick Assomption, c. Stretti, ble.  
Livourne, b. à vap. Golo, c. Battesti, passag.  
Ile de la Madeleine, bateau de l'État Sarde C.  
re, c. Zicavo.

## DÉPARTS.

Propriano, beuf Espoir en Dieu, c. Bond.  
Marseille, paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Livourne, mistick Assomption, c. Thiers, les.  
Civita vecchia, tartane Léontine, c. Bellot, les.  
Marseille, tartane François-Etienne, c. G.  
tella, diverses.  
Livourne, bat. à vap. Golo, c. Battesti.  
A la mer, goëlette de l'État Étoile, c. Jugan, li.  
tenant de vaisseau.  
Portovecchio, bk-gte Solenzara, c. Monégli, l.  
Livourne, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.  
St-Pellegrino, goël. St-Joseph, c. Mécotin, les.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



## L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Étranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

## Bastia.

Le *Progressif* qui, depuis huit mois, est monté au ton le plus élevé de la déclamation et qui embouche chaque semaine la trompette du mélodrame, a voulu essayer, dans son dernier numéro, de redescendre plus à terre : après la grande pièce, il donne la vaudeville. C'est là un innocent divertissement qui pourra distraire un moment ses lecteurs, et ils en ont quelque peu besoin pour se reposer du thème monotone qu'il exploite si admirablement.

Pour ce qui est des facettes du *Progressif* sur ce qu'il appelle la *paule au pot*, nous aurions grand tort de nous plaindre de ses lazzi assez lourds. Ils nous placent en assez bonne compagnie pour que nous n'ayons pas beaucoup de peine à nous consoler. Il y a plus que de la maladresse à se railler d'un vase formé par

« Le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire. »

et ce vœu fut-il impossible à réaliser, il est au moins un bon désir qu'un journal soi-disant démocrate devrait respecter. Mais il est plus aisé d'être ami du peuple en paroles qu'en action et c'est ce qui fait que le pays a très peu de confiance dans les prédications creusement stériles de ces salueurs en disponibilité qui s'adressent à lui sur tous les tons.

Quoiqu'il en soit de la *paule au pot* et de ce singulier bâton que le *Progressif* place à côté de sa rédaction, probablement comme symbole de son amour pour la paix, et qui se plaint de ne pas nous voir, pour reconnaître en nous un adversaire — singulière et plaisante aberration qui de la presse ferait l'affaire des forts de la halle, — voyons ce qu'il y a au fond de cette gaieté forcée. Nous avons bien peur d'y trouver très peu de chose et encore moins de raison.

Deux systèmes se présentent pour la route de St-Florent. Résumons-les en peu de mots. Tout d'abord écartons une fin de non recevoir sur laquelle le *Progressif* insiste avec force, suivant son habitude de faire dégénérer toutes les discussions en questions personnelles. Il ne s'agit pas ici de ce qu'il lui plaît d'appeler la route d'Olimeta, mais bien de la route du Nebbio, parce que tous les villages de cette riche vallée sont tous indistinctement intéressés à cette route, aussi bien que St-Florent lui aussi, qui a tout à gagner à ce tracé, comme nous le ferons voir, et tout à perdre à la direction qui ferait de cette route ce que nous pourrions appeler aussi, à notre tour,

la route du hameau de Casta. Nous concevons que les personnes qui ont des intérêts directs et positifs à ce que le chemin passé par là, plaident fortement pour cette direction. Mais ce n'est pas en vue d'avantages personnels, étroits qu'il faut examiner la question. Il faut se placer plus haut et c'est là où nous nous posons nous-mêmes. Qu'on en fasse autant et la discussion y gagnera.

Par la vallée du Nebbio nous donnons à St-Florent une route commode, facile, peu dispendieuse, car nous tenons compte des mouvements du terrain et nous ne faisons pas descendre la route de la montagne pour venir à éendre au niveau de la mer et de là franchir de nouveau la montagne. Nous profitons des pentes naturelles qui existent par la vallée du Nebbio et nous abrégons ainsi la distance en ménageant les pentes. En outre, nous créons un débouché pour toute la vallée du Nebbio à laquelle St-Florent avec ses quatre cents habitants ne saurait suffire. St-Florent n'a rien à attendre de la Balagne, car l'île-Rousse et Calvi lui suffisent et au-delà, et d'ailleurs notre route ne prive en aucune façon St-Florent de ses communications avec la Balagne, pas plus de celles qu'elle peut avoir à Bastia. Ses intérêts sont donc sauvegardés dans notre projet et St-Florent gagne, de plus, d'être mis en rapport facile avec le Nebbio tout entier. Pour St-Florent, c'est là une question d'avenir ; il est renfermé même dans ces communications aisées.

Le projet du *Progressif* est tout différent. St-Florent, pour communiquer soit avec Bastia, soit avec la Balagne aura deux fortes pentes, deux chaînes de montagnes à franchir : de la, communications difficiles, lentes, coûteuses. En outre St-Florent reste isolé du Nebbio qui, lui-même, reste isolé aussi, sans moyens de verser ses produits soit au port futur de St-Florent, soit à celui de Bastia. Voilà toute une vallée, une des plus fertiles de la Corse sacrifiée en pure perte au plaisir de faire construire une route qui n'offrirait que des inconvénients. Avec votre route ainsi conçue que peut espérer St-Florent ? Il n'aura ni les produits de la Balagne ni ceux de Bastia, ni ceux du Nebbio ; ceci est évident. Espérez-vous que St-Florent pourra jouir, alors, au détriment du Nebbio entier, de l'approvisionnement du marché de Bastia et de la Balagne ? Éconquer cette vaine espérance, c'est en montrer l'insanité. Mais il faudrait, même dans ce cas, assurer à St-Florent des moyens de communications commodes avec les deux débouchés que vous lui improvisez chimériquement et votre route sera ainsi faite qu'elle doublera ou triplera les moyens

de transport et que le commerce à venir de St-Florent sera privé de ses premières conditions de prospérité. Est-ce donc là ce que vous rêvez imprudemment pour St-Florent ? Si St-Florent ne peut rien exporter, si St-Florent ne peut rien recevoir ; si vous tarissez ainsi, en lui enlevant toute possibilité pour lui de commerce à l'extérieur, l'admirable golfe qui se déploie devant lui et qui est pour lui le commencement d'une productive voie de navigation, ne mettez-vous pas St-Florent dans une impasse puisque vous l'isolerez à plaisir de tous côtés ? Vos savantes définitions de Napoléon Landais ne changeront rien à la question. Si vous voulez que St-Florent puisse profiter des avantages incontestables de sa position, créez-lui donc une route qui le mette à même de recevoir les produits du dehors et de les joindre aux siens propres. Voilà ce que vous vous obstinez à ne pas vouloir comprendre.

Le *Progressif* nous parle de l'autorité des ingénieurs. Mais à ces autorités nous avons répondu par d'autres semblables. Nous professons un grand respect pour la science de MM. les ingénieurs, mais ce respect ne va pas jusqu'à l'idolâtrie, de même que notre dissentiment avec eux sur certains points ne nous fera jamais employer les expressions inconvenantes et ridicules que le *Progressif*, si riche sur ce point, nous prête avec une générosité dont nous ne lui savons aucune espèce de gré. Nous ne sachions pas que les ingénieurs aient l'infailibilité en partage. La liste de leurs erreurs serait assez considérable : ce serait nous donner un gain de cause facile, mais qui ne prouverait pas grand-chose. Seulement nous sommes convaincus que si l'avis des ingénieurs était opposé à l'avis ou aux intérêts du *Progressif*, cette admiration obéissante, dont il fait tant de bruit, cesserait promptement et que les attaques passionnées remplaceraient bien vite l'admiration bête qu'il étale si complaisamment à leur endroit.

Pour ce qui est des froissements que le *Progressif*, avec son amour si connu pour la conciliation, voudrait voir naître à l'occasion d'un intérêt local, entre deux représentants de notre gloire militaire, nous reconnaissons parfaitement sa manière habituelle de procéder : les personnalités pour lui sont tout et tiennent lieu de tout. Nous nous garderons de le suivre sur ce terrain stérile où nous ne nous hasarderons jamais, car, pour nous, la presse est un moyen de disenter des principes, des intérêts et non d'exciter des animosités ou de satisfaire des rancunes individuelles. Quant à ce qu'il appelle nos *flagorneries*,